

# **COMMUNICATION FINANCIERE**

---

COMPTES CONSOLIDÉS  
31 DECEMBRE 2024

---

COMPTES SOCIAUX  
31 DECEMBRE 2024

Tour Mamounia, Place Moulay  
El Hassan, Rabat - Maroc  
Tél. : 05 37 66 52 52  
Fax : 05 37 66 52 00  
[comfin@cdgcapital.ma](mailto:comfin@cdgcapital.ma)  
[www.cdgcapital.ma](http://www.cdgcapital.ma)

**EVÈNEMENT SIGNIFICATIF INTERVENU AU COURS DE L'EXERCICE**

CDG Capital a acquis 45% du capital de la société AJARINVEST, société de gestion d'organismes de placement collectif immobilier (OPCI), pour un montant de **MAD 405 millions**.

Pour les besoins de comparabilité des données, nous présentons ci-après les chiffres pro forma de 2024 pour les principaux indicateurs consolidés (en milliers de dirhams) :

Indicateurs	Chiffres pro forma 2024	Effet d'intégration (AJARINVEST)	Chiffres 2024
Produit net bancaire	529 186	89 777	618 962
Résultat brut d'exploitation	234 366	73 196	307 562
Résultat net consolidé	138 776	46 751	185 528
Résultat net part du groupe	138 776	21 038	159 814
Total bilan	17 783 958	593 756	18 377 714

**NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS**

**NOTE 1 : REFERENTIELS APPLICABLES**

**RÉFÉRENTIEL COMPTABLE**

Les comptes consolidés du Groupe CDG Capital sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards - IFRS). Le Groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations lorsque l'application en 2024 est optionnelle.

**BASES DE PRÉSENTATION**

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

Les états financiers consolidés sont exprimés en milliers de dirhams, sauf mention contraire.

**NOTE 2 : PRINCIPES DE CONSOLIDATION**

Les comptes consolidés de CDG Capital sont établis à partir des comptes individuels de CDG Capital et de toutes les entités sur lesquelles elle exerce un contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à retenir : intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « États financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

A fin décembre 2024, le périmètre de consolidation du Groupe CDG Capital inclut les entités ci-après :

Dénomination sociale	31/12/2024		31/12/2023		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
CDG Capital	100%	100%	100%	100%	Consolidante
CDG Capital Gestion	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
CDG Capital Bourse	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
AJARINVEST	45%	45%	-	-	Intégration Globale
CDG Capital Real Estate	-	-	100%	100%	Intégration Globale

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à la méthode de l'acquisition. Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007, date de transition au référentiel IFRS pour le Groupe, l'écart d'acquisition (goodwill) est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS ».

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière par le Groupe et de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

**NOTE 3 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

**3.1 INSTRUMENTS FINANCIERS**

Les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat selon le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments lors de la comptabilisation initiale.

Les passifs financiers sont classés au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lors de la comptabilisation initiale.

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

**Actifs financiers à la juste valeur par résultat**

Cette rubrique est constituée des instruments détenus à des fins de transaction, y compris les dérivés, les instruments de capitaux propres pour lesquels l'option d'un classement en juste valeur par capitaux propres n'a pas été retenue, ainsi que les autres instruments de dette qui ne remplissent pas le critère du modèle de gestion « collecte » ou « collecte et vente », ou celui des flux de trésorerie.

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. En date d'arrêt, les variations de la juste valeur sont portées en résultat. Il en est de même des revenus, des dividendes et des plus et moins-values de cession réalisées.

**Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres**

Les instruments de dette sont classés en juste valeur par capitaux propres si les deux critères suivants sont réunis : l'objectif du modèle est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie

contractuels et la vente des actifs financiers (« collecte et vente »), et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal. Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués ultérieurement à la juste valeur et les variations de valeur de marché sont enregistrées en capitaux propres recyclables. Ces actifs financiers font également l'objet d'un calcul de pertes attendues au titre du risque de crédit.

Par ailleurs, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

**Détermination de la juste valeur des instruments financiers**

Le Groupe détermine la juste valeur des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation fondées sur l'utilisation au maximum de données observables. Dans ces conditions, les instruments financiers évalués à la juste valeur sont répartis selon la hiérarchie ci-après :

- Niveau 1 : les valeurs de marché utilisées correspondent aux prix cotés sur des marchés réglementés, de même que sur des marchés assimilés, dès lors qu'ils sont actifs ; ce qui implique l'existence d'un volume et d'une fréquence suffisants de transactions ainsi qu'une disponibilité continue des prix.
- Niveau 2 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés. Ces techniques sont régulièrement calibrées pour refléter les conditions actuelles du marché.
- Niveau 3 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché (par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif).

**Actifs financiers au coût amorti**

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

**Dépréciation des instruments financiers**

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues. Le Groupe identifie trois strates (buckets) correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif :

- Pertes de crédit attendues à 12 mois (« bucket 1 ») : si, à la date d'arrêt, le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).
- Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« bucket 2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit déprécié.
- Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés (« bucket 3 ») : Lorsqu'un actif est déprécié, la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle est appliqué à l'ensemble des instruments dans le champ de la dépréciation d'IFRS 9, à l'exception des actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur émission et des instruments pour lesquels un modèle simplifié est autorisé.

**Augmentation significative du risque de crédit**

L'augmentation significative du risque de crédit est appréciée sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'appréciation de la détérioration repose notamment sur la comparaison des probabilités de défaut et des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture.

**Définition du défaut**

La définition du défaut est alignée avec la réglementation de Bank AL-Maghrib relative aux créances en souffrance, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés.

**Mesure des pertes de crédit attendues**

Les pertes de crédit attendues « ECL : Expected Credit Loss » sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition. En pratique, pour les expositions classées en strate 1 et en strate 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut (PD), la perte en cas de défaut (Loss Given Default, LGD) et le montant de l'exposition en cas de défaut (Exposure at Default, EAD) actualisés au taux d'intérêt effectif de l'exposition. Le Groupe applique une LGD forfaitaire de 45% ; taux dérivé de l'approche standard de Bâle II. Lorsque il n'y a pas suffisamment de données pour calibrer les paramètres du risque (PD, LGD), le calcul de l'ECL est fondé sur les pertes et / ou provisions individuelles observées historiquement sur le portefeuille concerné. Pour les expositions classées en strate 3, les pertes de crédit attendues sont calculées comme la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des déficits de trésorerie sur la durée de vie de l'instrument.

**Informations prospectives**

Le Groupe prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues.

CDG Capital a fait le choix de mettre en place trois scénarii macro-économiques couvrant un large panel de conditions économiques futures potentielles :

- Un scénario de base qui correspond à la situation actuelle de l'économie marocaine dont la probabilité de réalisation est estimée à 15% ;
- Un scénario optimiste dont la probabilité de réalisation est estimée à 15% ;
- Un scénario adverse où la situation macroéconomique globale du Maroc se dégrade et dont la probabilité de réalisation est estimée à 70%.

Pour l'élaboration des scénarii prospectifs, CDG Capital a analysé les principaux facteurs macroéconomiques déterminants et leurs impacts sur le portefeuille actuel. CDG Capital revoit à fréquence annuelle la pertinence et le champ d'application en fonction de l'évolution de la nature et de la composition du portefeuille émetteur interne.

**Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers**

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Le Groupe décomptabilise un passif financier (ou une partie de passif financier) seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

**3.2 IMMOBILISATIONS**

Les immobilisations incluent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Elles font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiées, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

**Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition initial, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès la date de leur mise en service. Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont constitués essentiellement par des logiciels acquis, comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et/ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition. Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Les logiciels dont la durée d'utilité est définie sont amortis sur une période allant de 5 à 10 ans.

**Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné, qui sont immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués linéairement en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

**- Immeubles et constructions :**

	CATEGORIE A	CATEGORIE B	CATEGORIE C	CATEGORIE D
<b>COMPOSANTS</b>	Terrassement	Menuiserie extérieure	Étanchéité	Plomberie et sanitaire
	Gros œuvre	Menuiserie intérieure	Électricité	Détection et protection incendie
		Revêtement sol et mur intérieur	Pré cablage tél. & inf.	Ascenseurs
		Revêtement façade	Grands travaux de construction	Climatisation VMC
		Faux plafond		Stores
		Cloisons amovibles		Peinture Miroiterie
		Faux plancher informatique		Réseau téléphonique
		Couvre joint de dilatation		Signalisation
		Aménagement extérieur		
	<b>DUREE D'UTILITE</b>	70 ans	30 ans	15 ans

**- Autres immobilisations corporelles :**

Eléments	Durée d'amortissement
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	5 ans à 20 ans
Agencements et aménagements	10 ans

L'ensemble de ces dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement.

**Immeubles de placement**

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40 « immeubles de placement », les immeubles de placement sont comptabilisés au coût amorti diminué des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

**3.3 CONTRATS DE LOCATION**

La norme IFRS 16 est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. Imposant ainsi pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location « location simple et location financement » :

- Un droit d'utilisation et son amortissement ;
- Un passif de location actualisé.

Le Groupe a retenu la possibilité offerte de ne pas appliquer les dispositions de la norme IFRS 16 aux contrats de courte durée et les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des droits d'utilisation et dettes de location sont les suivantes :

- Les durées de location correspondent à la période non résiliable des contrats, complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain ;
- Le taux d'actualisation utilisé pour le droit d'utilisation comme pour le passif de location est le taux d'emprunt marginal pour une durée correspondant à la durée du contrat.

**3.4 ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITÉS ABANDONNÉES**

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Les actifs non courants détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

**3.5 IMPOTS DIFFERES**

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs de l'état de la situation financière, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice.

Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au niveau de l'état du résultat global de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

**3.6 COUT DU RISQUE**

Le coût du risque comprend, au titre du risque de crédit, les dotations et reprises de provisions couvrant les pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité (buckets 1 et 2), les dotations et reprises de provisions des actifs dépréciés (bucket 3), les pertes sur créances irrécouvrables ainsi que les récupérations sur créances amorties.

**3.7 PROVISIONS**

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation actuelle juridique ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable.

Les montants comptabilisés sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les passifs éventuels hors regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisés. Toutefois, il y a lieu de les mentionner en annexes s'ils sont significatifs.

**NOTE 4 : JUGEMENTS UTILISES DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS**

La préparation des états financiers du Groupe exige du management la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont rattachées.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Le calcul des pertes de crédit attendues avec plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- L'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels (goodwill principalement) ;
- Des provisions pour risque et charges entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37.

NOTE 5 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

5.1. ACTIF

ACTIF	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5.1.1	792 168	720 754
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1.2	10 245 642	7 984 842
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		8 873 232	7 007 796
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		1 372 410	977 046
Instruments dérivés de couverture		-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.1.3	2 404 671	3 150 132
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		2 368 297	3 112 858
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		36 374	37 274
Titres au coût amorti	5.1.4	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5.1.5	1 377 912	760 782
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	5.1.6	1 804 744	2 103 009
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Placements des activités d'assurance		-	-
Actifs d'impôt exigible		8 111	3 139
Actifs d'impôt différé		5 075	16 589
Comptes de régularisation et autres actifs	5.1.7	1 044 801	693 698
Actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence		-	-
Immubles de placement		-	-
Immobilisations corporelles	5.1.8	141 951	65 796
Immobilisations incorporelles	5.1.9	98 809	98 889
Ecarts d'acquisition	5.1.10	453 830	98 235
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>18 377 714</b>	<b>15 695 864</b>

5.1.1. Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux

	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	437	-	468	-
Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	791 731	-	720 286	-
<b>Total</b>	<b>792 168</b>	<b>-</b>	<b>720 754</b>	<b>-</b>

5.1.2. Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la juste valeur par résultat	31/12/2024				31/12/2023			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>-</b>	<b>8 873 232</b>	<b>-</b>	<b>8 873 232</b>	<b>-</b>	<b>7 007 796</b>	<b>-</b>	<b>7 007 796</b>
Bons du Trésor	-	7 848 494	-	7 848 494	-	6 398 584	-	6 398 584
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	824 704	-	824 704	-	336 191	-	336 191
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés	-	200 034	-	200 034	-	273 021	-	273 021
<b>Autres actifs financiers détenus à la juste valeur par résultat</b>	<b>1 370 347</b>	<b>-</b>	<b>2 063</b>	<b>1 372 410</b>	<b>843 869</b>	<b>131 114</b>	<b>2 063</b>	<b>977 046</b>
<b>Total</b>	<b>1 370 347</b>	<b>8 873 232</b>	<b>2 063</b>	<b>10 245 642</b>	<b>843 869</b>	<b>7 138 911</b>	<b>2 063</b>	<b>7 984 842</b>

5.1.3. Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la JVOCI*	31/12/2024				31/12/2023			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Instruments de dette comptabilisés à la JVOCI recyclables</b>	<b>-</b>	<b>2 368 297</b>	<b>-</b>	<b>2 368 297</b>	<b>-</b>	<b>3 112 858</b>	<b>-</b>	<b>3 112 858</b>
Bons du Trésor	-	1 663 679	-	1 663 679	-	1 992 730	-	1 992 730
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	704 618	-	704 618	-	1 120 128	-	1 120 128
<b>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la JVOCI non recyclables</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>36 374</b>	<b>36 374</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>37 274</b>	<b>37 274</b>
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>2 368 297</b>	<b>36 374</b>	<b>2 404 671</b>	<b>-</b>	<b>3 112 858</b>	<b>37 274</b>	<b>3 150 132</b>

\*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

Encours et dépréciations par Bucket des instruments de dette à la JVOCI* sous IFRS 9	31/12/2024				31/12/2023			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	2 378 846	-	-	2 378 846	3 129 447	-	-	3 129 447
Dépréciations	10 549	-	-	10 549	16 589	-	-	16 589
<b>Net</b>	<b>2 368 297</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 368 297</b>	<b>3 112 858</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 112 858</b>

\*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

5.1.4. Titres au coût amorti

	31/12/2024	31/12/2023
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	30 200	34 428
<b>Total</b>	<b>30 200</b>	<b>34 428</b>
Dépréciations	30 200	34 428
<b>Net</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Encours et dépréciations par Bucket des titres au coût amorti sous IFRS 9	31/12/2024				31/12/2023			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	-	-	30 200	30 200	-	-	34 428	34 428
Dépréciations	-	-	30 200	30 200	-	-	34 428	34 428
<b>Net</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

5.1.5. Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti

	31/12/2024	31/12/2023
<b>A vue</b>	<b>187 269</b>	<b>233 640</b>
Comptes ordinaires	187 269	233 640
Prêts et comptes au jour le jour	-	-
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
<b>A terme</b>	<b>1 202 959</b>	<b>533 018</b>
Prêts et comptes à terme	1 191 667	525 000
Prêts subordonnés et participants	-	-
Valeurs reçues en pension à terme	-	-
Créances rattachées	11 293	8 018
<b>Encours bruts</b>	<b>1 390 228</b>	<b>766 658</b>
Dépréciations	12 316	5 876
<b>Encours nets</b>	<b>1 377 912</b>	<b>760 782</b>

Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9	31/12/2024				31/12/2023			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	1 390 228	-	-	1 390 228	766 658	-	-	766 658
Dépréciations	12 316	-	-	12 316	5 876	-	-	5 876
<b>Net</b>	<b>1 377 912</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 377 912</b>	<b>760 782</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>760 782</b>

5.1.6. Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti

	Secteur public		Secteur privé		Total	
	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	31/12/2024	31/12/2023	Total
Crédits de trésorerie	450 286	51 350	44 471	687	546 794	729 992
Comptes à vue débiteurs	200 286	51 350	252	687	252 575	351 305
Créances commerciales	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-
Autres crédits de trésorerie	250 000	-	44 219	-	294 219	378 687
Crédits à la consommation	-	-	-	2 338	2 338	1 652
Crédits à l'équipement	632 000	-	631 467	-	1 263 467	1 357 292
Crédits immobiliers	-	-	-	130	130	244
Intérêts courus à recevoir	9 484	-	1 776	-	11 260	11 880
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-
Créances acquises par affacturage	-	-	-	-	-	-
Autres créances	-	272	462	6 634	7 368	17 095
<b>Encours bruts</b>	<b>1 091 771</b>	<b>51 622</b>	<b>678 175</b>	<b>9 789</b>	<b>1 831 357</b>	<b>2 118 154</b>
Dépréciations	13 198	623	6 186	6 605	26 613	15 145
<b>Encours nets</b>	<b>1 078 573</b>	<b>50 999</b>	<b>671 989</b>	<b>3 184</b>	<b>1 804 744</b>	<b>2 103 009</b>

Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9	31/12/2024				31/12/2023			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	1 824 480	-	6 877	1 831 357	2 107 844	-	10 310	2 118 154
Dépréciations	20 008	-	6 605	26 613	8 426	-	6 719	15 145
<b>Net</b>	<b>1 804 473</b>	<b>-</b>	<b>272</b>	<b>1 804 744</b>	<b>2 099 418</b>	<b>-</b>	<b>3 591</b>	<b>2 103 009</b>

5.1.7. Comptes de régularisation et autres actifs

	31/12/2024	31/12/2023
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	2 245	2 551
Créances fiscales	197 138	256 182
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	79 229	63 958
Débiteurs divers	764 694	370 573
Comptes de liaison	1 495	434
<b>Total</b>	<b>1 044 801</b>	<b>693 698</b>

5.1.8. Immobilisations corporelles

Valeurs brutes	Valeurs brutes au 31/12/2023	Effet variation de périmètre*	Acquisitions	Mises hors services et sorties	Valeurs brutes au 31/12/2024
Terrains et constructions	40 315	-	6 071	339	46 047
Matériel, outillage et transport	4 160	53	21	355	3 879
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	61 719	4 646	3 068	4 322	65 111
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-
En-cours	239	-	71 669	-	71 908
Droits d'utilisation	85 251	5 996	2 597	-	93 843
<b>Total</b>	<b>191 684</b>	<b>10 695</b>	<b>83 427</b>	<b>5 017</b>	<b>280 788</b>

\*Cession CDG Capital Real Estate et Acquisition AJARINVEST

Amortissements	Cumul amortissements au 31/12/2023	Effet variation de périmètre*	Dotations	Reprises	Cumul amortissements au 31/12/2024
Terrains et constructions	29 679	-	1 743	339	31 082
Matériel, outillage et transport	3 334	16	375	355	3 369
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	54 463	2 448	3 783	4 322	56 372
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-
En-cours	-	-	-	-	-
Droits d'utilisation	38 413	3 447	6 155	-	48 015
<b>Total</b>	<b>125 888</b>	<b>5 912</b>	<b>12 055</b>	<b>5 017</b>	<b>138 838</b>

\*Cession CDG Capital Real Estate et Acquisition AJARINVEST

Valeurs nettes	Valeurs nettes au 31/12/2023	Valeurs nettes au 31/12/2024
Terrains et constructions	10 636	14 965
Matériel, outillage et transport	826	510
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	7 256	8 739
Autres immobilisations corporelles	-	-
En-cours	239	71 908
Droits d'utilisation	46 838	45 829
<b>Total valeurs nettes</b>	<b>65 796</b>	<b>141 951</b>

\*Cession CDG Capital Real Estate et Acquisition AJARINVEST

Droits d'utilisation	31/12/2023	31/12/2024
<b>Immobilier</b>		
Valeurs brutes	85 251	93 843
Amortissements et dépréciations	38 413	48 015
<b>Valeurs nettes</b>	<b>46 838</b>	<b>45 829</b>
<b>Mobilier</b>		
Valeurs brutes	-	-
Amortissements et dépréciations	-	-
<b>Valeur nettes</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total valeurs nettes</b>	<b>46 838</b>	<b>45 829</b>

5.1.9. Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes au 31/12/2023	Effet variation de périmètre*	Acquisitions	Cessions ou retraits	Dotations de l'exercice	Valeurs brutes au 31/12/2024
Valeurs brutes	243 171	867	17 352	317	261 074
Amortissements	144 282	-	-	188	18 170
<b>Valeurs nettes</b>	<b>98 889</b>	<b>867</b>	<b>17 352</b>	<b>129</b>	<b>98 809</b>

\*Cession CDG Capital Real Estate et Acquisition AJARINVEST

5.1.10. Ecarts d'acquisition

	31/12/2023	Augmentations (acquisition)	Diminutions (cession)	Perte de valeur de la période	Autres mouvements	31/12/2024
<b>Valeur brute</b>	<b>98 235</b>	<b>355 604</b>	<b>9</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>453 830</b>
CDG Capital Gestion	93 424	-	-	-	-	93 424
CDG Capital Bourse	4 802	-	-	-	-	4 802
AJARINVEST	-	355 604	-	-	-	355 604
CDG Capital Real Estate	9	-	9	-	-	

5.2. PASSIF

PASSIF	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	104 682	106 429
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		104 682	106 429
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments dérivés de couverture		-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.2.2	7 387 915	5 970 621
Dettes envers la clientèle	5.2.3	2 500 396	3 741 793
Titres de créance émis	5.2.4	3 798 541	2 149 721
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Passifs d'impôt exigible		97 123	11 647
Passifs d'impôt différé		-	-
Comptes de régularisation et autres passifs	5.2.5	1 935 868	1 906 501
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance		-	-
Provisions	5.2.6	11 355	1 085
Subventions et fonds assimilés		-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	5.2.4	612 802	612 804
Capitaux propres		1 929 031	1 195 262
Capital et réserves liées		1 435 000	930 000
Réserves consolidées		204 252	231 907
Part du groupe		203 681	231 907
Part des minoritaires		571	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(1 806)	(17 391)
Part du groupe		(1 806)	(17 391)
Part des minoritaires		-	-
Résultat net de l'exercice		291 585	50 746
Part du groupe		159 814	50 746
Part des minoritaires		131 772	-
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>18 377 714</b>	<b>15 695 864</b>

5.2.1. Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Passifs financiers à la juste valeur par résultat	31/12/2024				31/12/2023			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Portefeuille de transaction	-	104 682	-	<b>104 682</b>	-	106 429	-	<b>106 429</b>
Instruments en valeur de marché sur option	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>104 682</b>	<b>-</b>	<b>104 682</b>	<b>-</b>	<b>106 429</b>	<b>-</b>	<b>106 429</b>

5.2.2. Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total	Total
	Bank Al - Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
<b>Comptes ordinaires créditeurs</b>	-	<b>7 839</b>	<b>192 757</b>	<b>850</b>	<b>201 446</b>	<b>56 799</b>
<b>Valeurs données en pension</b>	<b>2 060 860</b>	<b>629 435</b>	<b>3 902 395</b>	-	<b>6 592 690</b>	<b>5 135 053</b>
- au jour le jour	-	319 145	1 296 850	-	1 615 994	1 320 236
- à terme	2 060 860	310 290	2 605 545	-	4 976 695	3 814 817
<b>Emprunts de trésorerie</b>	-	<b>42 076</b>	<b>500 000</b>	-	<b>542 076</b>	<b>725 178</b>
- au jour le jour	-	-	500 000	-	500 000	700 000
- à terme	-	42 076	-	-	42 076	25 178
<b>Emprunts financiers</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Intérêts courus à payer</b>	<b>1 493</b>	<b>43</b>	<b>135</b>	-	<b>1 671</b>	<b>2 353</b>
<b>Autres dettes</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Dettes locatives</b>	-	<b>50 033</b>	-	-	<b>50 033</b>	<b>51 239</b>
<b>Total</b>	<b>2 062 353</b>	<b>729 426</b>	<b>4 595 287</b>	<b>850</b>	<b>7 387 915</b>	<b>5 970 621</b>
<b>Variation des dettes locatives</b>		31/12/2023	Augmentations	Diminutions		31/12/2024
Dettes locatives		<b>85 251</b>	5 541	-		<b>90 791</b>
Amortissements		<b>34 012</b>	6 746	-		<b>40 758</b>
<b>Valeurs nettes</b>		<b>51 239</b>	(1 206)	-		<b>50 033</b>

5.2.3. Dettes envers la clientèle

	Secteur public	Secteur privé			Total	Total
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	30 636	340 072	708 642	163 351	<b>1 242 701</b>	<b>1 624 244</b>
Comptes d'épargne	-	-	-	-	-	-
Dépôts à terme	-	871 685	259 598	3 500	<b>1 134 782</b>	<b>951 830</b>
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-	<b>1 032 617</b>
Autres comptes créditeurs	67 224	32 408	9 815	260	<b>109 707</b>	<b>120 360</b>
Intérêts courus à payer	-	11 190	1 946	70	<b>13 206</b>	<b>12 742</b>
<b>Total</b>	<b>97 860</b>	<b>1 255 354</b>	<b>980 001</b>	<b>167 181</b>	<b>2 500 396</b>	<b>3 741 793</b>

5.2.4. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

	31/12/2023	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
<b>Bons de caisse</b>	-	-	-	-
<b>Titres du marché interbancaire</b>	-	-	-	-
<b>Titres de créances négociables</b>	<b>2 149 721</b>	<b>3 193 646</b>	<b>1 544 826</b>	<b>3 798 541</b>
<b>Emprunts obligataires</b>	-	-	-	-
<b>Autres dettes représentées par un titre</b>	-	-	-	-
<b>Titres subordonnés</b>	<b>612 804</b>	-	<b>2</b>	<b>612 802</b>
à durée déterminée	512 775	-	-	512 775
à durée indéterminée	100 029	-	2	100 027
<b>Total</b>	<b>2 762 525</b>	<b>3 193 646</b>	<b>1 544 828</b>	<b>4 411 343</b>

5.2.5. Comptes de régularisation et autres passifs

	31/12/2024	31/12/2023
Opération diverses sur titres	806 757	1 549 552
Sommes dues à l'Etat	118 307	101 539
Clients avances et acomptes	-	3 529
Charges à payer	43 295	32 306
Dividendes à payer	-	-
Autres passifs	967 509	219 575
<b>Total</b>	<b>1 935 868</b>	<b>1 906 501</b>

5.2.6. Provisions

Provisions	31/12/2023	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	<b>1 085</b>	10 940	670	<b>11 355</b>
<b>Total</b>	<b>1 085</b>	<b>10 940</b>	<b>670</b>	<b>11 355</b>

Ventilation des provisions

	31/12/2023	31/12/2024
Court terme	<b>1 085</b>	<b>11 355</b>
Long terme	-	-
<b>Total</b>	<b>1 085</b>	<b>11 355</b>

NOTE 6 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	Notes	31/12/2024	31/12/2023
+ Intérêts, rémunération et produits assimilés	6.1	233 050	219 719
- Intérêts, rémunération et charges assimilées	6.1	(355 018)	(293 046)
<b>MARGE D'INTERET</b>		<b>(121 968)</b>	<b>(73 328)</b>
+ Commissions (produits)	6.2	203 173	180 038
- Commissions (charges)	6.2	(8 016)	(7 659)
<b>MARGE SUR COMMISSIONS</b>		<b>195 157</b>	<b>172 380</b>
+/- Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette		-	-
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6.3	275 884	104 936
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction		271 554	128 534
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat		4 331	(23 598)
+/- Gains ou pertes nets des instruments financier à la juste valeur par capitaux propres	6.4	7 402	30 471
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables		7 402	30 471
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la JVR		-	-
+/- Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la JVOCI en actifs financiers à la JVR		-	-
+/- Produits nets des activités d'assurance		-	-
+ Produits des autres activités	6.5	274 842	111 718
- Charges des autres activités	6.5	(12 354)	(14 036)
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>618 962</b>	<b>332 141</b>
- Charges générales d'exploitation	6.6	(282 234)	(232 756)
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	6.7	(29 167)	(31 987)
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>307 562</b>	<b>67 399</b>
Coût du risque	6.8	(8 673)	10 360
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>298 889</b>	<b>77 759</b>
+/- Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence		-	-
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		(1 749)	106
+/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition		-	-
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>		<b>297 140</b>	<b>77 865</b>
- Impôt sur les résultats	6.9	(111 612)	(27 119)
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>185 528</b>	<b>50 746</b>
Intérêts minoritaires (ou Participations ne donnant pas le contrôle)		25 714	-
<b>RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE</b>		<b>159 814</b>	<b>50 746</b>
Résultat de base par action (en dirhams)	6.10	11,14	5,46
Résultat dilué par action (en dirhams)	6.10	11,14	5,46
<b>RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>	Notes	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>185 528</b>	<b>50 746</b>
<b>Éléments recyclables en résultat net :</b>		<b>15 345</b>	<b>3 892</b>
Écarts de conversion		-	-
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables		15 345	3 892
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables		-	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence		-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables		-	-
Impôts liés		-	-
<b>Éléments non recyclables en résultat net :</b>		<b>(261)</b>	<b>1 560</b>
Réévaluation des immobilisations		-	-
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies		-	-
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat		-	-
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres		(502)	-
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence non recyclables		-	-
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres non recyclables		241	1 560
Impôts liés		-	-
<b>TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>		<b>15 084</b>	<b>5 452</b>
<b>RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>		<b>200 611</b>	<b>56 198</b>
Dont Part du Groupe (ou des propriétaires de la société mère)		174 897	56 198
Dont Part des minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)		25 714	-

6.1. Marge d'intérêt

	31/12/2024	31/12/2023
Sur opérations avec les établissements de crédits	40 345	22 074
Sur opérations avec la clientèle	90 221	95 459
Intérêts courus et échus sur titres	100 537	100 813
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	1 947	1 372
<b>Produits d'intérêt</b>	<b>233 050</b>	<b>219 719</b>
Sur opérations avec les établissements de crédits	78 828	82 648
Sur opérations avec la clientèle	143 700	88 815
Sur dettes représentées par titres	108 702	97 342
Sur dettes subordonnées	21 898	22 149
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et charges assimilées	1 891	2 092
<b>Charges d'intérêt</b>	<b>355 018</b>	<b>293 046</b>

6.2. Commissions

	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Gestion et conservation d'actifs	171 478	6 464	<b>165 014</b>	144 813	5 836	<b>138 977</b>
Prestations et services pour conseils financiers	28 808	-	<b>28 808</b>	32 451	-	<b>32 451</b>
Autres	2 887	1 552	<b>1 335</b>	2 775	1 822	<b>952</b>
<b>Produits et charges nets des commissions</b>	<b>203 173</b>	<b>8 016</b>	<b>195 157</b>	<b>180 038</b>	<b>7 659</b>	<b>172 380</b>

6.3. Résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	31/12/2024	31/12/2023
Dividendes reçus	550	452
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	371 777	90 474
Plus ou moins values latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	4 050	(2 808)
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture	-	-
Variation de juste valeur des instruments dérivés	(100 493)	16 818
Inefficacité de couverture à la juste valeur	-	-
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie	-	-
<b>Gains ou pertes nets</b>	<b>275 884</b>	<b>104 936</b>

6.4. Résultat sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	31/12/2024	31/12/2023
Dividendes reçus	-	-
Plus ou moins values sur cession sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	7 402	30 471
<b>Gains ou pertes nets des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>7 402</b>	<b>30 471</b>

6.5. Résultat des autres activités

	31/12/2024	31/12/2023
Produits de la promotion immobilière	-	-
Produits sur opérations de location simple	-	-
Variations de juste valeur des immeubles de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Autres produits nets de l'activité d'assurances	-	-
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits (charges) nets	2	

Charges de personnel	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et appointements	68 636	66 251
Primes et indemnités	74 528	57 507
Charges d'assurances sociales, et de retraite	16 374	13 821
Autres charges de personnel	8 001	8 041
<b>Total</b>	<b>167 540</b>	<b>145 621</b>

6.7. Amortissements et dépréciations des immobilisations

	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	18 170	19 381
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	10 996	12 606
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation	-	-
<b>Amortissements et dépréciations des immobilisations</b>	<b>29 167</b>	<b>31 987</b>

6.8. Coût du risque

	31/12/2024	31/12/2023
<b>Dotations aux provisions</b>	<b>18 961</b>	<b>1 406</b>
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	18 020	1 406
Provisions pour dépréciation des titres	-	-
Provisions pour risques	940	-
<b>Reprises sur provisions</b>	<b>10 288</b>	<b>11 766</b>
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	19	2 336
Provisions pour dépréciation des titres	10 269	7 347
Provisions pour risques	-	2 083
<b>Variation des provisions</b>	<b>8 673</b>	<b>(10 360)</b>
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	-	-
Récupérations sur prêts et créances amorties	-	-
Autres pertes	-	-
<b>Coût du risque</b>	<b>8 673</b>	<b>(10 360)</b>

6.9. Charge d'impôt reconnue en état du résultat global

	31/12/2024	31/12/2023
Charge d'impôts courants	111 604	26 473
Charge d'impôts différés	8	646
<b>Charge d'impôts de la période</b>	<b>111 612</b>	<b>27 119</b>

6.10. Résultat de base et résultat dilué par action

	31/12/2024	31/12/2023
Résultat Net Part du Groupe	159 814	50 746
Nombre d'actions ordinaires émises	14 350 000	9 300 000
<b>Résultat par action en dirhams</b>	<b>11,14</b>	<b>5,46</b>

NOTE 7 : ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

	31/12/2024	31/12/2023
<b>Engagements de financements et de garantie donnés</b>	<b>3 101 157</b>	<b>2 972 115</b>
<b>Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>101 488</b>	<b>500 000</b>
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	101 488	500 000
<b>Engagements de financement en faveur de la clientèle</b>	<b>715 198</b>	<b>130 701</b>
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	200 194	116 417
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	515 003	14 284
<b>Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
- Crédits documentaires export confirmés	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
- Engagements en souffrance	-	-
<b>Engagements de garantie d'ordre de la clientèle</b>	<b>2 284 472</b>	<b>2 341 414</b>
- Garanties de crédits données	-	-
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
- Autres cautions et garanties données	2 284 472	2 341 414
- Engagements en souffrance	-	-
<b>Engagements de financements et de garantie reçus</b>	<b>1 341 438</b>	<b>1 341 438</b>
<b>Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>500 000</b>	<b>500 000</b>
- Ouvertures de crédits confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
<b>Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>609 438</b>	<b>609 438</b>
- Garanties de crédits	609 438	609 438
- Autres garanties reçues	-	-
<b>Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers</b>	<b>232 000</b>	<b>232 000</b>
- Garanties de crédits	232 000	232 000
- Autres garanties reçues	-	-

NOTE 8 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
<b>Capitaux propres de clôture 31 décembre 2022</b>	<b>930 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>236 803</b>	<b>(2 143)</b>	<b>(20 700)</b>	<b>1 143 960</b>	<b>-</b>	<b>1 143 960</b>
Changement de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	(4 896)	-	1 560	(3 336)	-	(3 336)
<b>Capitaux propres d'ouverture 1<sup>er</sup> janvier 2023</b>	<b>930 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>231 907</b>	<b>(2 143)</b>	<b>(19 140)</b>	<b>1 140 624</b>	<b>-</b>	<b>1 140 624</b>
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat de l'exercice au 31 décembre 2023</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>50 746</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>50 746</b>	<b>-</b>	<b>50 746</b>
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)	-	-	-	-	3 892	-	3 892	-	3 892
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat (F)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 892</b>	<b>-</b>	<b>3 892</b>	<b>-</b>	<b>3 892</b>
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Capitaux propres de clôture 31 décembre 2023</b>	<b>930 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>282 653</b>	<b>1 749</b>	<b>(19 140)</b>	<b>1 195 262</b>	<b>-</b>	<b>1 195 262</b>
Changement de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	(7 404)	-	743	(6 661)	-	(6 661)
<b>Capitaux propres d'ouverture 1<sup>er</sup> janvier 2024</b>	<b>930 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>275 249</b>	<b>1 749</b>	<b>(18 398)</b>	<b>1 188 601</b>	<b>-</b>	<b>1 188 601</b>
Opérations sur capital	505 000	-	-	-	-	-	505 000	-	505 000
Paielements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	(32 550)	-	-	(32 550)	-	(32 550)
<b>Résultat de l'exercice au 31 décembre 2024</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>159 814</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>159 814</b>	<b>131 772</b>	<b>291 585</b>
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)	-	-	-	-	15 345	(502)	14 843	-	14 843
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat (F)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15 345</b>	<b>(502)</b>	<b>14 843</b>	<b>-</b>	<b>14 843</b>
Variation de périmètre	-	-	-	(39 018)	-	-	(39 018)	571	(38 448)
<b>Capitaux propres de clôture 31 décembre 2024</b>	<b>1 435 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>363 495</b>	<b>17 094</b>	<b>(18 899)</b>	<b>1 796 689</b>	<b>132 342</b>	<b>1 929 032</b>

NOTE 9 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

FLUX DE TRÉSORERIE	31/12/2024	31/12/2023
<b>1 Résultat avant impôts (A)</b>	<b>297 140</b>	<b>77 865</b>
2 +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	29 167	31 987
3 +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
4 +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	(10 269)	(7 347)
5 +/- Dotations nettes aux provisions	18 961	(3 013)
6 +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-	-
7 +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	-	-
8 +/- Produits/charges des activités de financement	-	-
9 +/- Autres mouvements	9 330	-
<b>10 = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements (B)</b>	<b>47 189</b>	<b>21 626</b>
11 +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	816 289	599 951
12 +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	(954 600)	19 434
13 +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	131 734	(1 462 194)
14 +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(793 988)	977 871
15 - Impôts versés	(97 230)	(26 473)
<b>16 = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15) (C)</b>	<b>(897 796)</b>	<b>108 589</b>
<b>17 FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÈRE PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE (Total des éléments A, B et C) (D)</b>	<b>(553 467)</b>	<b>208 080</b>
18 +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-	-
19 +/- Flux liés aux immeubles de placements	-	-
20 +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(100 713)	(38 117)
<b>21 FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20) (E)</b>	<b>(100 713)</b>	<b>(38 117)</b>
22 +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	537 550	-
23 +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	(3)	-
<b>24 FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23) (F)</b>	<b>537 547</b>	<b>-</b>
25 Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-
<b>26 AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (Total des éléments D, E et F)</b>	<b>(116 633)</b>	<b>169 963</b>
<b>COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>27 TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE A L'OUVERTURE</b>	<b>894 623</b>	<b>727 632</b>
28 Caisse, banque centrales, CCP (actif & passif)	720 754	649 249
29 Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit	173 869	78 382
<b>30 TRÉSORERIE ET EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE A LA CLOTURE</b>	<b>777 991</b>	<b>897 595</b>
31 Caisse, banque centrales, CCP (actif & passif)	792 168	720 754
32 Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(14 177)	176 841
<b>33 VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE</b>	<b>(116 632)</b>	<b>169 963</b>

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

- Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits de CDG Capital et filiales ;
- Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles ;
- Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées et les dettes obligataires.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales et CCP, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

NOTE 10 : INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

	31/12/2024	31/12/2023
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>159 814</b>	<b>50 746</b>
Impôts exigibles (IS)	111 604	26 473
Impôts différés	8	646
<b>Total charge fiscale consolidée IFRS</b>	<b>111 612</b>	<b>27 119</b>
<b>Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts</b>	<b>271 426</b>	<b>77 865</b>
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	41%	35%
Montant de différences de taux mère/filiale	7 978	1 747
Impôt sur différences temporelles	-	-
Effet des autres éléments	-	-
<b>Charge fiscale recalculée</b>	<b>119 590</b>	<b>28 866</b>
<b>Taux d'impôt légal au Maroc</b>	<b>38,50%</b>	<b>37,75%</b>
<b>10.2. Variation des impôts différés au cours de la période</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2024</b>
Impôts différés actifs	16 589	8
Impôts différés passifs	-	(11 522)
<b>Impôts différés actifs / passifs</b>	<b>16 589</b>	<b>8</b>
<b>10.3. Datation et événements postérieurs</b>		
<b>I DATATION</b>		
• Date de clôture de l'exercice :		31/12/2024
• Date d'établissement des états de synthèse :		28 mars 2025
<b>II ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS AU NÉANT</b>		31/12/2024

**NOTE 11 : INFORMATION SECTORIELLE**

CDG Capital exerce ses activités sur un seul secteur opérationnel : Banque d'investissement.

**NOTE 12 : PASSIFS ÉVENTUELS**

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2021 à 2024 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives aux exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

**NOTE 13 : GESTION DES RISQUES**

**1. DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES**

**1.1 CADRE GENERAL ET GOUVERNANCE**

La gestion des risques liée aux activités de CDG Capital est une composante permanente et transversale qui intervient dans l'ensemble des phases commerciales, opérationnelles, décisionnelles et de suivi des risques.

La mise en œuvre de la politique de gestion globale des risques est assurée, au sein de CDG Capital, à tous les niveaux organisationnels, notamment par le Conseil d'Administration et une multitude d'instances opérationnelles et décisionnelles.

Les principales catégories de risques gérées sont :

- Risque de crédit ;
- Risque de contrepartie ;
- Risque de concentration ;
- Risque sectoriel ;
- Risque pays ;
- Risque de marché ;
- Risques structurels du bilan (Risques de taux et de liquidité) ;
- Risques opérationnels et Plan de Continuité des Activités.

**1.2 RISQUE DE CREDIT**

Le risque de crédit est défini comme la probabilité qu'une contrepartie (banque, entreprise, office, institution, fonds ou une personne physique) ne remplisse pas ses obligations conformément aux conditions convenues. L'évaluation de cette probabilité de défaut et du taux de recouvrement du prêt ou de la créance en cas de défaut est un élément essentiel dans l'évaluation de la qualité du crédit.

**1.2.1 Dispositif de gestion du risque de crédit et de suivi des engagements**

CDG Capital a mis en place un corps procédural concernant la maîtrise des risques qui rassemble les concepts, principes et règles à observer durant la vie d'un engagement. Toute opération de Crédit/Engagement nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à honorer ses obligations et de la façon la plus efficace de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés, de maturité et de tarification du risque de crédit.

Le Comité d'Engagement (CE) est une instance décisionnelle qui couvre l'ensemble des expositions de la banque, dont le montant dépasse les délégations de pouvoirs en la matière. Il est chargé d'examiner et de statuer sur toute demande de Crédit/Engagement/Exposition de toute nature (activité de marché et de crédit) et contrepartie (entreprise, institution financière, client privé) et sur tout autre dossier que l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements estime nécessaire de présenter.

Le Comité Grands Risques & Stratégie (CGRS) est une instance décisionnelle émanant du Conseil d'Administration de CDG Capital qui a pour rôle d'examiner et de valider toutes les expositions de la banque, dont le montant est fixé par sa charte.

Le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur des processus déclinés suivant les segments de contreparties engagées avec la banque :

- Au niveau du segment corporate (grandes entreprises, contreparties financements spécialisés et office). Ce processus est décliné comme suit :
  - Un encadrement au niveau du processus d'octroi des engagements. Ce processus définit le fonds de dossier d'engagement comme étant le point de départ de l'analyse des demandes d'engagement. Ce fond de dossier doit être composé de tous les documents nécessaires à la production de l'avis critique de l'entité Risque de Contrepartie & Suivi des Engagements et de la décision du CE ou du CGRS. Les éléments constitutifs du fond de dossier d'engagement sont insérés au niveau d'une check-list interne.
  - Un système de notation interne dédiée par catégorie de contrepartie.
  - Un dispositif de limites d'exposition calibré sur les notations internes et en respect des seuils prudentiels.
  - Un système de délégation de pouvoir par Direction métier.
  - Un système d'échéancier interne de revue des dossiers de crédit, indépendant de la maturité des concours bancaires accordés.
  - Un dispositif de gestion des engagements sensibles composé de deux listes de suivi interne.
- Au niveau du segment des personnes physiques (PP) : le dispositif de gestion du risque de crédit suit le même processus d'octroi des engagements que celui relatif au marché corporate. Autrement dit, il nécessite une analyse et une appréciation approfondie de la capacité de remboursement de l'emprunteur intégrant le dispositif de garanties proposé.
- Au niveau du segment autre que celui relatif au segment corporate et PP : le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur le dispositif de limite interne défini pour chaque contrepartie de la banque. Le calibrage des limites repose sur l'appréciation des fondamentaux économiques et financiers de la contrepartie (y compris notation interne) et sur le respect permanent des seuils prudentiels en la matière.

Par ailleurs, le dispositif de suivi des engagements repose sur la tenue régulière du reporting interne dédié au risque de crédit et au suivi des engagements. Ce dernier reprend l'ensemble des expositions en propre de la banque, de toute nature qu'elles soient issues des activités de crédit ou de marché.

La notation interne joue un rôle principal dans le processus d'octroi des engagements et dans la gestion des risques liés aux positions prises par la banque. Elle constitue plus généralement un outil d'aide à l'évaluation, à la décision et au suivi du risque de contrepartie.

CDG Capital dispose à ce jour de trois systèmes de notation interne :

- Le système de notation propre aux grandes entreprises (en cours de refonte).
- Le système de notation spécifique aux établissements bancaires (modèle en cours de mise à jour).
- Le système de notation propre à la catégorie de contrepartie des financements spécialisés regroupant les financements de projets et l'immobilier professionnel (en cours de refonte).

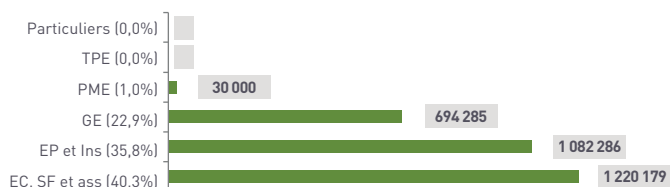
L'exercice de révision des notes est réalisé au moins une fois par an à la réception des liasses fiscales ou encore lors de la revue de portefeuille. Il peut également être provoqué suite à la constatation d'un évènement d'alerte.

Dans un objectif de couverture des risques (crédit et contrepartie) auxquels CDG Capital se trouve exposée, la Direction de la Gestion Globale des Risques DGGR a mis en place un dispositif de gestion et d'évaluation des garanties recueillies par la banque. Ce dispositif repose sur le principe que la recherche de garantie est recommandée pour tout type de financement.

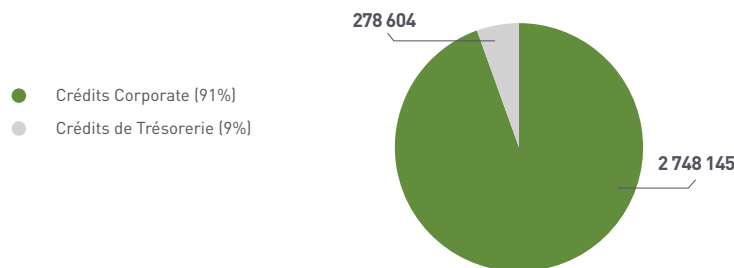
En outre, le risque de contrepartie est la manifestation du risque de crédit à l'occasion d'opérations de marché, d'investissements, et/ou de règlements. Ces opérations comprennent les contrats bilatéraux, que ce soit de gré à gré ou standardisés, qui peuvent exposer CDG Capital au risque de défaut de sa contrepartie. Le montant de ce risque varie au cours du temps avec l'évolution des paramètres de marché affectant la valeur potentielle future des transactions concernées.

**1.2.2 Données quantitatives de mesure et de suivi du risque de crédit**

La répartition des contreparties de CDG Capital est faite selon une segmentation prudentielle offrant une classification des différents profils de risque. Ci-dessous un aperçu de cette répartition à fin décembre 2024 (en milliers de dirhams) :



Le portefeuille des crédits de CDG Capital demeure constitué essentiellement de deux types d'engagement : les crédits corporate et les crédits court terme



Répartition des engagements «activité de crédit» au 31/12/2024

**1.3 RISQUE DE CONCENTRATION**

Le risque de concentration est le risque inhérent à une exposition de nature à engendrer des pertes importantes pouvant menacer la solidité financière de CDG Capital ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles. Le risque de concentration peut découler de l'exposition envers des contreparties individuelles, des groupes d'intérêt, des contreparties appartenant à un même secteur d'activité ou à une même région géographique ou des contreparties dont les résultats financiers dépendent d'une même activité ou d'un même produit de base.

La gestion de ce risque est assurée par l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements. Cette dernière centralise l'ensemble des expositions portées par les entités et filières de CDG Capital et permet de disposer en permanence d'un tableau de bord offrant :

- Une vision globale du profil d'exposition aux risques de crédit/contrepartie de la banque et de son évolution ;
- Un outil de pilotage du risque de concentration conformément aux limites internes et réglementaires en vigueur.

**1.4 RISQUE PAYS**

Le risque pays mesure l'impact potentiel des conditions économiques, financières, politiques ou sociales spécifiques d'un pays étranger sur les créances ou expositions de CDG Capital.

Le dispositif de gestion de ce risque repose sur une combinaison d'analyse des environnements macro et micro économiques et politique du pays et sur les notations externes des souverains attribuées par les agences de rating.

**1.5 RISQUES DE MARCHE**

**1.5.1 Facteurs de risque**

Les risques de marché représentent les risques de pertes liées à la variation des paramètres de marché, notamment :

- **Les taux d'intérêt** : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- **Les taux de change** : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- **Les prix** : le risque de prix résulte de la variation de prix et de la volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions ;
- **Les spreads de crédit** : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit sur un émetteur ou sur un panier d'émetteurs. Pour les produits structurés de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs (base-corrélation).

**1.5.2 Modèle interne du risque de marché**

L'exposition de CDG Capital aux risques de marché est gérée à travers un ensemble d'indicateurs qui font l'objet d'un suivi permanent et qui sont intégrés dans la gestion opérationnelle des risques de marché au quotidien.

L'élément central du dispositif de contrôle des risques de marché est la Value at Risk (VaR). Développé depuis fin 2010, le modèle interne de Value at Risk (VaR) est homologué par Bank Al-Maghrib pour le calcul des fonds propres réglementaires et pilotage des risques de marché depuis mars 2013.

La mise en place du modèle interne des risques de marché a permis de doter la banque d'un véritable outil de pilotage et d'aide à la décision qui couvre l'essentiel des activités de marché.

L'évaluation des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs de mesure formalisés dans le dispositif de limites internes (DLI) validé par la Direction Générale, donnant lieu à un encadrement par des limites de différentes natures et faisant l'objet d'un suivi quotidien.

La gestion des dépassements est régie par une procédure interne qui fixe les modalités à observer ainsi que la démarche à suivre pour l'obtention d'une autorisation de dépassement de limites.

### 1.5.3 Dispositif de stress test et adéquation des fonds propres (FP)

Les simulations de scénarios de crise consistent à appliquer des combinaisons de chocs extrêmes aux paramètres de marché dans le but de mesurer l'impact de conditions particulièrement défavorables sur le portefeuille de négociation de la banque.

Le dispositif de stress test constitue un complément au calcul de VaR et les résultats sont un facteur clé dans l'évaluation du niveau des exigences en fonds propres et de l'adéquation de ces derniers compte tenu de l'exposition de la banque aux risques de marché.

### 1.6 RISQUES STRUCTURELS DU BILAN

La gestion des risques structurels au sein de CDG Capital constitue une composante transverse qui concerne l'ensemble des activités de la banque, à travers une analyse permanente de la structure du bilan et des profils du risque de taux et de liquidité.

Dans ce sens, le dispositif de gestion des risques structurels, validé par les instances de gouvernance de la Banque, s'inscrit dans le cadre des normes professionnelles et réglementaires, des règles définies par le comité de Bâle ainsi que les recommandations de l'autorité de supervision bancaire.

Le risque de taux d'intérêt se définit comme étant le risque que la situation financière de la banque se dégrade suite à une évolution défavorable des taux d'intérêt.

Le suivi du risque de taux d'intérêt s'appuie principalement sur les gaps cumulés de taux d'intérêt à travers le suivi régulier des indicateurs suivants :

- la chronologie de gaps de taux d'intérêt ;
- l'interprétation des gaps mesurés par tranches d'échéances en vue de prévoir les risques encourus face à une baisse ou à une hausse des taux ;
- la sensibilité de la marge d'intermédiation aux différents scénarios d'évolution des taux ;
- le comportement de la marge d'intérêt suite à des scénarios de stress.

A fin décembre 2023, les résultats de scénarii de stress, font ressortir une perte maximale de **4,54%** des FP de base, obtenue sous l'hypothèse d'une hausse des taux courts de 250 bps.

Le risque de liquidité désigne le risque pour la banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, des engagements financiers prévus.

Le suivi et le pilotage du risque de liquidité est effectué sur la base de deux approches : une approche à court terme via la mesure du ratio de liquidité à court terme stressé, à savoir le Liquidity Coverage Ratio (LCR) et une approche globale basée sur un matching de la nature et des maturités des ressources avec celles des placements de CDG Capital.

L'approche à court terme consiste en un suivi permanent du respect du coefficient réglementaire de liquidité. Ce coefficient constitue, un moyen de mesure de l'adéquation entre les actifs liquides de haute qualité et les ressources exigibles à vue et/ou à court terme. Ce suivi est complété par des scénarios stress test visant à évaluer la capacité de la trésorerie rapidement mobilisable de la banque à couvrir des sorties massives de liquidités.

CDG Capital s'assure du respect permanent de la limite réglementaire du LCR. Ce dernier a affiché des niveaux confortables durant le deuxième semestre 2024, le LCR à fin décembre s'est établi à 150%.

Le comité Asset and Liabilities Committee (ALCO) constitue l'occasion de présenter au management de la banque la synthèse de l'examen régulier du profil de taux et de liquidité de la banque, l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité et les résultats des stress test appliqués.

### 1.7 RISQUES OPERATIONNELS

La gestion des risques opérationnels inhérents aux activités de CDG Capital repose sur un dispositif transversal nécessitant l'implication et la participation de tous les organes et métiers de la Banque. Ce dispositif mis en place, vise à identifier, mesurer et couvrir les risques opérationnels inhérents aux activités de la banque.

Processus CDG Capital	Lignes Métiers
<b>GM</b>	Activité de marché
<b>CMS</b>	Banque Commerciale
	Service d'agence
	Paieement et règlement
<b>Support et Pilotage</b>	Activité de support, et pilotage
<b>PIM</b>	Gestion d'actifs

Depuis 2017, CDG Capital a décidé d'adopter une nouvelle démarche de gestion du risque opérationnel, basée sur une démarche décentralisée de gestion du risque à travers des relais risques au niveau des lignes métiers de la banque.

Un suivi des risques, basé sur des niveaux d'appétence est validé par les organes de gouvernance de la banque.

En outre, une nouvelle démarche de cartographie des risques opérationnels a été adoptée, assurant une meilleure identification et cotation des risques, et un suivi réfléchi du dispositif d'atténuation des risques. Le choix de cette démarche s'est basé sur un bilan d'étape qui a permis l'identification des limites de la démarche actuelle et la valeur ajoutée de la démarche ORSA « Opérationnel Risk Self Assesment ».

Le premier exercice d'implémentation de la démarche « ORSA » a été bouclé sur le périmètre dépositaire.

La démarche aujourd'hui constitue une partie intégrante du système de management des processus au niveau de CDG Capital.

### Sécurité de l'information

L'information et plus particulièrement les données numériques constituent une des matières premières principales des activités d'une banque. La dématérialisation quasi achevée, le besoin de rapidité des opérations et leur automatisation toujours plus poussée, renforcent continûment le besoin de maîtrise du risque relatif à la sécurité de l'information.

CDG Capital dispose d'un Système d'Information (SI) organisé de façon à satisfaire les besoins des pôles métiers dans les meilleures conditions techniques et opérationnelles. On classe les applications en trois catégories :

- Cœur de métier (critique pour l'activité de CDG Capital) ;
- Verticale (SI dédié à une direction de CDG Capital) ;
- Horizontale (Transverse aux directions de CDG Capital).
- La sécurité informatique se traduit à travers 2 principaux axes :
  - Sécurité réseau ;
  - Sécurité opérationnelle et veille de sécurité.

Depuis 2018, CDG Capital a entamé un premier exercice selon la nouvelle approche de gestion du risque opérationnel, basée sur une démarche décentralisée de gestion du risque à travers des relais risques au niveau des lignes métiers de la banque.

Un suivi des risques, basé sur des niveaux d'appétence, validé par les organes de gouvernance de la banque.

Dans le cadre de la définition de son appétit au risque et conformément à la réglementation en vigueur, la démarche ORSA (Opérationel Risk Self Assesment) de CDG Capital a permis de fixer son niveau de tolérance au risque opérationnel visant à limiter les pertes et à s'assurer que les actions de réduction des risques font l'objet d'un suivi régulier. Cette politique décrit la gouvernance mise en place, le dispositif d'encadrement quantitatif et qualitatif ainsi que le suivi effectué.

Durant l'année 2022, CDG Capital a mis en place un système d'information pour la gestion des risques opérationnels (HOPEX IRM) de l'éditeur MEGA. Ce système permet :

- Création d'un référentiel risque opérationnel automatiser ;
- Gestion intégrée du processus de cartographies des risques ;
- La gestion des incidents opérationnels ;
- Le backtesting des risques opérationnels identifiées ;
- Le suivi des plans d'actions relatifs au dispositif de maitrise des risques ;
- L'édition des tableaux de bords et des reportings risques opérationnels.

Au titre du premier semestre de l'année 2023, la fonction « Risques Opérationnels » est devenue rattachée à une nouvelle direction intitulée « DROC : Direction des Risques Opérationnels et Contrôles ». L'objectif étant d'avoir une vision globale des risques opérationnels potentiels et avérés (incidents) et de leurs dispositifs de maitrises mis en place (répertoires de contrôles 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> niveaux).

Courant l'exercice 2024, de nouvelles cartographies des risques ont été mises en place, à savoir :

- La cartographie des risques liée à l'activité de gestion sous mandat ;
- Finalisation de la cartographie des risques du processus KYC dans le cadre du dispositif LBC-FT ;
- Mise à jour de la cartographie des risques de déménagement ;
- Mise à jour de la cartographie de l'activité de centralisation AM CDG.

### La surveillance des pertes internes :

La collecte des pertes internes (mais également des gains et des quasi-pertes) concerne l'ensemble des métiers de CDG Capital, depuis 2012. Ce processus a permis aux opérationnels :

- de définir et mettre en œuvre les actions correctrices appropriées (évolution des activités ou des processus, renforcement des contrôles, etc...) ;
- de s'approprier de nouveaux concepts et outils de gestion des risques opérationnels ;
- d'acquérir une meilleure connaissance de leurs zones de risques ;
- de mieux diffuser une culture du risque opérationnel au sein de la banque et de ces filiales.

### 1.8 PLAN DE CONTINUITÉ DE L'ACTIVITÉ (PCA)

Les dispositifs de gestion de crise et de continuité d'activité visent à minimiser autant que possible les impacts d'éventuels sinistres sur les clients, le personnel ou les infrastructures, et donc à préserver la réputation de CDG Capital, l'image de ses produits et sa solidité financière. Ils répondent également à une obligation réglementaire. La démarche de mise en place et d'optimisation des dispositifs de continuité d'activité de toute entité de la banque s'appuie sur une méthodologie conforme aux standards. Elle consiste principalement à identifier les menaces qui pèsent sur l'entreprise et leurs effets possibles, à mettre en place une capacité de réponse efficace à divers scénarii de crise.

A ce titre CDG Capital a initié depuis début 2009 la mise en place de son Plan de Continuité d'Activité (y compris la composante Plan de Secours Informatique), afin de se prémunir face à l'éventuelle survenance d'une menace de nature à perturber significativement le bon déroulement de son activité.

Suite à la finalisation du projet de déploiement du PCA en 2017, en incluant les scénarios majeurs précédemment cité, l'année 2019 a été consacrée au lancement de la phase de maintien en conditions opérationnelles du PCA. Ceci nous a permis de s'assurer de la fiabilisation des installations. Aussi, l'année nous a permis de finaliser le projet PCA des filiales CDG Capital Gestion et CDG Capital Bourse.

L'exercice 2022 a été marqué principalement par le maintien du dispositif de continuité sanitaire et le déploiement des règles sanitaire pour faire face à l'évolution de la pandémie et aux engagements opérationnels de CDG Capital.

La continuité d'activité et la santé de nos collaborateurs comme objectif pour dépasser cette crise sanitaire.

Durant le premier semestre de l'année 2023, CDG Capital a participé le 23 et 24 mai 2023 au premier exercice de simulation de crise de la place financière au Maroc. L'objectif étant de contribuer au renforcement de la résilience opérationnelle de la Place, à travers une coordination efficace du plan de continuité d'activité de Bank Al-Maghrib avec celui des acteurs du secteur financier, essentiellement les banques et les infrastructures du marché financier.

Pour l'exercice 2024, et dans le cadre de la phase de mise en condition opérationnelle de son PCA, CDG Capital a organisé un test PCA portant sur certaines activités critiques de la banque.

Dans le cadre du maintien en conditions opérationnelles du Plan de Continuité d'Activité (PCA) de CDG Capital, et en phase avec le projet "Résilience Opérationnelle Groupe", deux tests PCA ont été organisés au cours de l'exercice 2024. L'objectif de ces tests était de vérifier la capacité de l'organisation à maintenir ses fonctions essentielles en cas de situations de crise.

Par ailleurs, CDG Capital a pris part à la deuxième phase du projet « Résilience Groupe CDG ».

Ce projet offre l'opportunité d'améliorer notre dispositif actuel et de mieux coordonner nos efforts avec les différentes filiales. À cet égard, des ateliers ont été organisés avec CDG Capital Gestion et CDG Capital Bourse.

**2. GESTION DU CAPITAL ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES (FP)**

**2.1 DISPOSITIF DE GESTION DU CAPITAL**

Le dispositif de capital Management repose sur les principes directeurs suivants :

- La tenue de la production réglementaire, notamment le pilier 1 de Bâle portant sur la mesure des exigences minimales de fonds propres au titre des risques prudentiels de crédit, marché et opérationnel ;
- La mise en place des outils internes d'évaluation de l'adéquation du capital économique au profil global de risque de la banque ;
- Le contrôle permanent de la capacité des fonds propres prudentiels à absorber les pertes issues de l'application des scénarios de chocs et de stress tests adaptés à la nature des risques encourus ;
- Le pilotage dynamique des fonds propres, à travers l'anticipation des projections futures du capital requis, permettant la maîtrise du niveau de solvabilité issu des orientations budgétaires et du business plan de la banque.

Le processus d'optimisation et d'allocation des fonds propres vise :

- L'analyse la rentabilité ajustée par le risque, à travers l'appréciation de la performance d'une activité / engagement compte tenu des risques encourus ;
- L'affectation prioritaire des FP aux activités assurant un profil rendement / risque convenable ;
- Le pilotage de la stratégie de développement (lancement de nouvelles activités, nouveaux produits, etc...) ;
- Conformité par rapport aux exigences du régulateur en matière de gestion des FP.

**2.2 COMPOSITION DES FONDS PROPRES**

Les modalités de détermination des fonds propres prudentiels de CDG Capital sont régies par les dispositions de la circulaire N°14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit.

A fin décembre 2024, les fonds propres prudentiels de CDG Capital sur base individuelle sont composés de 69,20% des fonds propres de catégorie 1, ce pourcentage passe à 76,04% sur base consolidée.

Les fonds propres de catégorie 2 sur base individuelle sont composés des dettes subordonnées, des plus-values latentes sur titres de placement et des provisions pour risques généraux conformément aux modalités d'inclusion dictées par Bank Al-Maghrib.

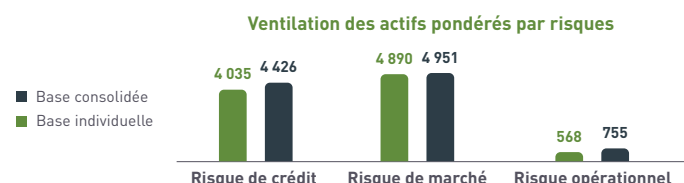
A fin décembre 2024, les fonds propres prudentiels sur base sociale s'établissent à **1 787 Mdhs**, contre **2 145 Mdhs** sur base consolidée.

**2.3 ACTIFS PONDÉRÉS ET EXIGENCES EN FONDS PROPRES AU TITRE DU RISQUE DE CRÉDIT, RISQUES DE MARCHÉ ET RISQUE OPÉRATIONNEL**

Les risques pondérés sont calculés selon les approches suivantes :

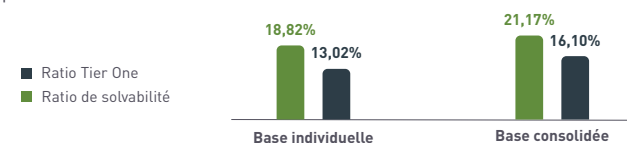
Zone de risque	Approche d'évaluation	Référence réglementaire
Risque de crédit	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque de marché pour les produits homologués par la banque centrale	Méthode avancée	Circulaire N° 08/G/2010
Risque de marché relatif aux produits non homologués par la banque centrale	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque opérationnel	Méthode indicateur de base	Circulaire N° 26/G/2006

Le graphe ci-dessous présente la ventilation des actifs pondérés à fin décembre 2024 sur base individuelle et consolidée (en millions de dirhams) :



**2.4 RATIO DES FONDS PROPRES DE BASE ET SOLVABILITÉ**

A fin décembre 2024, les ratios de solvabilité et Tier One sur base individuelle et consolidée se présentent comme suit :



**NOTE 14 : DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE**

CDG Capital s'est doté depuis sa création d'un système de contrôle interne intégré dont le renforcement continu est au cœur de ses préoccupations. Ce système se base sur les règles de bonne gouvernance, une séparation stricte entre les tâches opérationnelles et les activités de contrôle, un cadrage des responsabilités et une traçabilité intégrale.

Dans ce cadre, CDG Capital a édifié une culture de contrôle interne autour d'un environnement de travail sécurisé et propice au développement durable. Ce dernier est régi par la charte de contrôle interne du groupe CDG Capital et décliné sur le plan opérationnel entre autres par le dispositif et la procédure de contrôle permanent. Notamment, l'ensemble des activités de CDG Capital s'inscrivent dans le cadre d'un système de contrôle à fréquences régulières adaptées à la cotation des risques opérationnels, et ayant pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des activités de la banque sont contrôlées et que l'ensemble des risques sont surveillés de façon permanente.

**1. DÉFINITION, OBJECTIFS ET NORMES DU CONTRÔLE INTERNE**

Le Système de Contrôle Interne « SCI » de CDG Capital se définit par l'ensemble des processus mis en œuvre par la Banque, à tous les niveaux opérationnels et hiérarchiques, destiné à donner, en permanence, une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs ci-après :

- le respect des procédures internes et orientations du management ;
- la conformité des opérations et des procédures internes aux prescriptions législatives et réglementaires ;
- la fiabilité des conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières, à l'échelle internes et externes ;
- l'efficacité des systèmes d'information et de communication.

Le système de contrôle interne est aussi en évolution continue en termes de ressources humaines, techniques et logistiques adaptées au développement des activités, aux exigences réglementaires et aux ambitions de la banque de pérenniser un atmosphère de confiance et de bonnes pratiques en interne et vis-à-vis des clients.

**2. ORGANISATION DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE**

Le dispositif de contrôle interne du Groupe CDG Capital est organisé autour de trois lignes de maîtrise des risques, sous la responsabilité de la direction générale et la supervision du Conseil d'administration. Cette organisation peut être illustrée comme suit :

La **première ligne** de maîtrise est constituée par le management opérationnel qui doit veiller au bon fonctionnement et du déploiement du dispositif de contrôle de premier niveau ;

La **deuxième ligne** de maîtrise est opérée par l'entité Contrôle Permanent qui est en charge de la bonne conception et du correct déploiement du dispositif de contrôle permanent en s'appuyant sur les travaux de cartographie des risques de non-conformité et opérationnels.

Le contrôle permanent au sein de CDG Capital est mis en œuvre à tous les niveaux organisationnels et est matérialisé et déployé à travers des répertoires de contrôle couvrant l'ensemble des activités, des plans de supervision et de communication et des restitutions consolidées permettant de tirer des enseignements pertinents et de mettre en place les actions nécessaires. Ses composantes permettent, en effet, de détecter et de régulariser en temps opportun toutes anomalies pouvant survenir courant l'exercice des activités de manière à prévenir tout incident éventuel.

La **troisième ligne** de maîtrise que représente la direction de l'audit interne. Celle-ci apporte une évaluation indépendante et des revues transverses dans un but d'améliorer le dispositif de contrôle en place.

**3. MOYENS AFFECTES AU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE**

Le Système de Contrôle Interne (SCI) comprend des structures dédiées exclusivement aux activités de contrôle déployées au niveau central. D'autres entités jouent un rôle de support de contrôle interne de par la nature de leurs attributions.

Les structures dédiées aux activités de contrôle sont l'audit interne d'une part, et celles en charge, de la gestion des risques, du contrôle permanent, et de la conformité d'autre part. Rattachées au pôle « Pilotage et Contrôle », ces dernières ont pour rôle d'animer les filières de contrôle, de veiller à l'application des dispositifs de contrôle et à la régularisation des anomalies relevées en temps opportun, de centraliser les données relatives à la gestion et la prévention des risques, ainsi que d'élaborer des analyses et de produire des indicateurs relatifs au contrôle interne selon leur périmètre d'actions.

**4. COORDINATION DU DISPOSITIF CONTRÔLE INTERNE**

Le Système de Contrôle Interne (SCI) de CDG Capital et de ses filiales est organisé en filière selon l'approche subsidiaire. Le contrôle fédéral assure le référentiel et le reporting Groupe et les fonctions du contrôle interne des filiales déploient le dispositif de contrôle dans le respect de la réglementation et des normes Groupe. A cet égard, le système de contrôle interne est assuré au niveau des filiales par le biais de correspondants contrôle permanent dédiés aux activités y afférentes. Les moyens humains déployés et leurs attributions sont proportionnels à la taille et à la nature des activités de chaque structure notamment aux exigences réglementaires en la matière.

**Deloitte.**

Bd Sidi Mohammed Benabdellah  
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ème étage  
La Marina - Casablanca

**COOPERS AUDIT**

83, Avenue Hassan II  
Casablanca

**GROUPE CDG CAPITAL**

**ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION**

**PROVISOIRE DES COMPTES CONSOLIDES  
EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024**

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de CDG CAPITAL et ses filiales (Groupe CDG CAPITAL) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant 1 929 031 KMAD dont un bénéfice net consolidé de 291 585 KMAD.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comportent pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit.

Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit. Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe CDG CAPITAL au 31 décembre 2024, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 28 mars 2025

**Les Commissaires aux Comptes**

**Deloitte Audit**

*(Signature)*  
Deloitte Audit  
Bd Sidi Mohammed Benabdellah  
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3ème étage  
Casablanca  
Tél: 0522 22 40 70 / 05 22 22 41 34  
Fax: 05 22 22 40 70 / 47 39

**Sakina Bensouda-Korachi  
Associée**

**Coopers Audit Maroc S.A**

**COOPERS AUDIT MAROC**  
Siege Social: 83 Avenue Hassan II  
Casablanca  
Tél: 0522 42 11 900 Fax: 0522 27 47 34

**Abdellah Laghchaoui  
Associé**

Lien vers publications financières :  
<https://www.cdgcapital.ma/fr/communication-financiere>

**BILAN**

ACTIF	31/12/2024	31/12/2023
<b>Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux</b>	<b>792 164</b>	<b>720 748</b>
<b>Créances sur les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>1 267 754</b>	<b>692 688</b>
A vue	64 794	159 670
A terme	1 202 959	533 018
<b>Créances sur la clientèle</b>	<b>1 824 283</b>	<b>2 111 231</b>
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	549 297	731 845
Crédits et financements participatifs à l'équipement	1 274 562	1 372 561
Crédits et financements participatifs immobiliers	130	244
Autres crédits et financements participatifs	294	6 581
<b>Créances acquises par affacturage</b>		
<b>Titres de transaction et de placement</b>	<b>12 271 995</b>	<b>10 756 143</b>
Bons du Trésor et valeurs assimilées	9 522 507	8 432 396
Autres titres de créance	1 496 857	1 545 638
Titres de propriété	1 252 630	778 110
Certificats de Sukuk		
<b>Autres actifs</b>	<b>619 829</b>	<b>777 273</b>
<b>Titres d'investissement</b>		
Bons du Trésor et valeurs assimilées		
Autres titres de créance		
Certificats de Sukuk		
<b>Titres de participation et emplois assimilés</b>	<b>649 785</b>	<b>249 139</b>
Participation dans les entreprises liées	599 497	198 030
Autres titres de participation et emplois assimilés	50 287	51 108
Titres de Moudaraba et Moucharaka		
<b>Créances subordonnées</b>		
<b>Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés</b>		
<b>Immobilisations données en crédit-bail et en location</b>		
<b>Immobilisations données en Ijara</b>		
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>94 303</b>	<b>97 092</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>84 429</b>	<b>8 636</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>17 604 541</b>	<b>15 412 949</b>

**BILAN**

PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
<b>Banques Centrales, Trésor Public, Service des Chèques Postaux</b>		
<b>Dettes envers les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>7 338 439</b>	<b>5 919 562</b>
A vue	2 318 157	2 077 762
A terme	5 020 282	3 841 800
<b>Dépôts de la clientèle</b>	<b>2 533 960</b>	<b>3 757 757</b>
Comptes à vue créditeurs	1 276 266	2 673 099
Comptes d'épargne		
Dépôts à terme	1 147 988	964 297
Autres comptes créditeurs	109 706	120 361
<b>Dettes envers la clientèle sur produits participatifs</b>		
<b>Titres de créance émis</b>	<b>3 798 541</b>	<b>2 149 721</b>
Titres de créance négociables émis	3 798 541	2 149 721
Emprunts obligataires émis		
Autres titres de créance émis		
<b>Autres passifs</b>	<b>1 516 289</b>	<b>1 737 349</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>91 435</b>	<b>72 385</b>
<b>Provisions réglementées</b>		
<b>Subventions, Fonds publics affectés et Fonds spéciaux de garantie</b>		
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>612 802</b>	<b>612 804</b>
<b>Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus</b>		
<b>Ecart de réévaluation</b>		
<b>Réserves et primes liées au capital</b>	<b>172 518</b>	<b>170 882</b>
<b>Capital</b>	<b>1 435 000</b>	<b>930 000</b>
<b>Actionnaires Capital non versé (-)</b>		
<b>Report à nouveau (+/-)</b>	<b>28 303</b>	<b>29 770</b>
<b>Résultats nets en instance d'affectation (+/-)</b>		
<b>Résultat net de l'exercice (+/-)</b>	<b>77 256</b>	<b>32 718</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>17 604 541</b>	<b>15 412 949</b>

**HORS BILAN**

	31/12/2024	31/12/2023
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>	<b>6 236 574</b>	<b>10 598 263</b>
Engagements de financement donnés en faveur des établissements de crédit et assimilés	101 488	500 000
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	716 041	132 048
Engagements de garantie d'ordre des établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 287 628	2 343 067
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	3 131 417	7 623 148
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>	<b>2 969 083</b>	<b>7 062 343</b>
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	609 438	609 438
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	232 000	232 000
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	1 627 645	5 720 905
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir		

**ETAT DES SOLDES DE GESTION**

**I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS**

(EN milliers de DHS)	31/12/2024	31/12/2023
+ Intérêts et produits assimilés	221 541	213 358
- Intérêts et charges assimilées	344 113	285 805
<b>MARGE D'INTERET</b>	<b>(122 572)</b>	<b>(72 447)</b>
(+) Produits sur financements participatifs		
(-) Charges sur financements participatifs		
<b>MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS</b>		
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
<b>Résultat des opérations de crédit-bail et de location</b>		
(+) Produits sur immobilisations données en Ijara		
(-) Charges sur immobilisations données en Ijara		
<b>Résultat des opérations d'Ijara</b>		
+ Commissions perçues	203 173	179 339
- Commissions servies	9 255	9 777
<b>MARGE SUR COMMISSIONS</b>	<b>193 919</b>	<b>169 562</b>
+/- Résultat des opérations sur titres de transaction	271 554	128 534
+/- Résultat des opérations sur titres de placement	70 241	47 287
+/- Résultat des opérations de change	33 573	(53 215)
+/- Résultat des opérations sur produits dérivés	(102 260)	12 432
<b>RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE</b>	<b>273 107</b>	<b>135 038</b>
(+/-) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
+ Divers autres produits bancaires	35 222	41 455
- Diverses autres charges bancaires	5 197	3 468
<b>(+/-) PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DEPOTS D'INVESTISSEMENT</b>		
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>374 478</b>	<b>270 140</b>
+/- Résultat des opérations sur immobilisations financières	(6 020)	176
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	5 769	1 568
- Autres charges d'exploitation non bancaire	63	1 434
- Charges générales d'exploitation	241 217	218 584
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>132 947</b>	<b>51 866</b>
- Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	(4 247)	(2 823)
- Autres dotations nettes de reprises aux provisions	19 050	14 736
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>118 145</b>	<b>39 953</b>
<b>RESULTAT NON COURANT</b>	<b>(4 700)</b>	<b>(614)</b>
- Impôts sur les résultats	36 189	6 621
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>77 256</b>	<b>32 718</b>

**ETAT DES SOLDES DE GESTION (suite)**

**II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT**

	31/12/2024	31/12/2023
<b>(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>77 256</b>	<b>32 718</b>
20 (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	20 878	22 872
21 (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	1 529	145
22 (+) Dotations aux provisions pour risques généraux	43 540	21 585
23 (+) Dotations aux provisions réglementées		
24 (+) Dotations non courantes		
25 (-) Reprises de provisions	(38 698)	(7 740)
26 (-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	(18)	(84)
27 (+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		36
28 (-) Plus-values de cession des immobilisations financières		
29 (+) Moins-values de cession des immobilisations financières	5 199	
30 (-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
<b>(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>109 686</b>	<b>69 531</b>
31 (-) Bénéfices distribués	32 550	
<b>(±) AUTOFINANCEMENT</b>	<b>77 136</b>	<b>69 531</b>

**COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES**

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES	31/12/2024	31/12/2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>1 214 445</b>	<b>969 662</b>
Intérêts, rémunération et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	40 345	22 074
Intérêts, rémunération et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	90 221	96 158
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	90 975	95 125
Produits sur titres de propriété et de certificats Sukuk	35 220	41 452
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Produits sur immobilisations données en Ijara		
Commissions sur prestations de service	203 173	179 339
Autres produits bancaires	754 511	535 513
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus		
<b>CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>839 967</b>	<b>699 522</b>
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	79 376	83 187
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	143 700	88 815
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	121 037	113 803
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Charges sur immobilisations données en Ijara		
Autres charges bancaires	495 854	413 717
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus		
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>374 478</b>	<b>270 140</b>
Produits d'exploitation non bancaire	5 769	1 568
Charges d'exploitation non bancaire	5 262	1 434
<b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>241 217</b>	<b>218 584</b>
Charges de personnel	130 875	114 889
Impôts et taxes	2 768	2 526
Charges externes	73 098	63 462
Autres charges générales d'exploitation	13 598	14 836
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	20 878	22 872
<b>DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES</b>	<b>58 569</b>	<b>23 705</b>
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance		1 406
Pertes sur créances irrécouvrables		
Autres dotations aux provisions	58 569	22 300
<b>REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES</b>	<b>42 945</b>	<b>11 969</b>
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	4 247	4 228
Récupérations sur créances amorties		
Autres reprises de provisions	38 698	7 740
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>118 145</b>	<b>39 953</b>
Produits non courants		
Charges non courantes	4 700	614
<b>RESULTAT AVANT IMPOTS</b>	<b>113 445</b>	<b>39 339</b>
Impôts sur les résultats	36 189	6 621
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>77 256</b>	<b>32 718</b>

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE**

	31/12/2024	31/12/2023
1 (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	1 179 225	928 210
2 (+) Récupérations sur créances amorties		
3 (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	5 751	1 484
4 (-) Charges d'exploitation bancaire versées	818 069	677 373
5 (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	9 962	2 048
6 (-) Charges générales d'exploitation versées	220 338	195 713
7 (-) Impôts sur les résultats versés	36 189	6 621
<b>I Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges</b>	<b>100 417</b>	<b>47 939</b>
<b>Variation des :</b>		
8 (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	(575 065)	29 170
9 (+) Créances sur la clientèle	286 926	(318 422)
10 (+) Titres de transaction et de placement	(1 511 624)	(890 665)
11 (+) Autres actifs	157 377	(8 028)
12 (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location		
13 (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 418 877	573 142
14 (+) Dépôts de la clientèle	(1 223 797)	337 600
15 (+) Titres de créance émis	1 648 819	(589 924)
16 (+) Autres passifs	(221 060)	908 440
<b>II Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation</b>	<b>(19 546)</b>	<b>41 314</b>
<b>III FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)</b>	<b>80 871</b>	<b>89 253</b>
17 (+) Produit des cessions d'immobilisations financières		
18 (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		510
19 (-) Acquisition d'immobilisations financières	401 467	650
20 (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	93 757	36 914
21 (+) Intérêts perçus		
22 (+) Dividendes perçus	35 220	41 452
<b>IV FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(460 004)</b>	<b>4 398</b>
23 (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24 (+) Emission de dettes subordonnées		
25 (+) Emission d'actions	505 000	
26 (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	3	
27 (-) Intérêts versés	21 898	22 149
28 (-) Dividendes versés	32 550	
<b>V FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	<b>450 549</b>	<b>(22 149)</b>
<b>VI VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)</b>	<b>71 416</b>	<b>71 501</b>
<b>VII TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>720 748</b>	<b>649 247</b>
<b>VIII TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>792 164</b>	<b>720 748</b>

**PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES**

Les comptes individuels de CDG Capital sont établis et présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC). En particulier, les principales méthodes d'évaluation en matière de titres, créances, dettes et immobilisations sont résumées ci-après.

**PORTEFEUILLE TITRES**

Les règles de classement et d'évaluation appliquées sont les suivantes :

TITRES DE TRANSACTION	TITRES DE PLACEMENT	TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS
Sont logés dans cette catégorie, les titres qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus par la banque dans le cadre de son activité de mainteneur de marché.	Cette catégorie concerne les titres détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que la banque peut être amenée à céder à tout moment	Sont inscrits dans cette catégorie à leur valeur d'acquisition, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. Ces titres sont ventilés selon les dispositions préconisées par le PCEC en titres de participation, participations dans les entreprises liées et autres titres immobilisés.
Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Les titres cédés sont évalués suivant ces mêmes règles.	Les titres de placement sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus, coupon couru inclus.	A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis (valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, actif net réévalué, discounted cash flow). Seules les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.
À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.	À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent. Les moins-values font l'objet d'une provision pour dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values ne peuvent être constatées en produits.	

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES
Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours: en créances à vue et à terme pour les établissements de crédit; crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, autres crédits pour la clientèle. Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.	Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.
Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.	
Les créances en souffrance et les provisions y afférentes sont évaluées et comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.	

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE	TITRES DE CREANCES EMIS
Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; comptes à vue, comptes à terme et autres dépôts pour la clientèle.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les émissions de certificats de dépôt (CD) vanilles sont comptabilisées à leur valeur nominale au taux d'intérêt contractuel.</li> <li>Les émissions de dettes structurées comportant un swap de performance sont évaluées et comptabilisées comme suit :                             <ul style="list-style-type: none"> <li>La dette représentative du passif (contrat hôte) est comptabilisée à sa valeur nominale ;</li> <li>Le dérivé incorporé (swap de performance) fait l'objet d'une comptabilisation séparée (« split accounting ») en valeur de marché, et les variations de valeur à chaque arrêté comptable sont constatées en résultat (gain ou perte) en contrepartie d'un compte de régularisation.</li> </ul> </li> </ul>
Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.	

**ETAT DES DEROGATIONS**

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	La reconnaissance en comptabilité du dérivé incorporé (swap de performance) associé à l'émission de CD structuré est de nature à : <ul style="list-style-type: none"> <li>Traduire au mieux la réalité économique de l'émission de dette structurée (combinaison d'une émission vanille et d'un swap de performance)</li> <li>Éliminer le mismatch comptable entre d'une part, le passif représenté par les certificats de dépôts qui sont inscrits en comptabilité pour leur montant nominal, et d'autre part, les actifs et contrats de couverture y associés, lesquels sont évalués en valeur de marché (trading) ;</li> </ul>	Au 31/12/2024, la réévaluation au prix du marché du swap de performance a donné lieu à la comptabilisation à l'actif (rubrique "autres actifs") d'un dérivé de MAD (32) millions, et s'est traduite par un impact négatif sur le résultat net de MAD 69,6 millions.
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

**CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES**

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	792 164	4 068	10 353	49 441	856 026	879 827
VALEURS RECUES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
PRETS DE TRESORERIE						
- au jour le jour						
- à terme						
PRETS FINANCIERS		766 667	425 000		1 191 667	525 000
AUTRES CREANCES		932			932	591
INTERETS COURUS A RECEVOIR		9 970	1 323		11 293	8 018
CREANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	792 164	781 636	436 677	49 441	2 059 917	1 413 436

**CREANCES SUR LA CLIENTELE**

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE	450 286	51 350	44 471	687	546 794	729 992
- Comptes à vue débiteurs	200 286	51 350	252	687	252 575	351 305
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie	250 000		44 219		294 219	378 687
CREDITS A LA CONSOMMATION				2 338	2 338	1 652
CREDITS A L'EQUIPEMENT	632 000		631 467		1 263 467	1 360 883
CREDITS IMMOBILIERS				130	130	244
AUTRES CREDITS			294		294	6 581
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTERETS COURUS A RECEVOIR	9 484		1 776		11 260	11 880
CREANCES EN SOUFFRANCE						
- Créances pré-douteuses						
- Créances douteuses						
- Créances compromises						
TOTAL	1 091 771	51 350	678 007	3 155	1 824 283	2 111 231

**VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR**

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	7 022		44	16 606	23 673	23 493
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
CERTIFICATS DE SUKUK						
TITRES DE PROPRIETE	7 022		44	16 606	23 673	23 493
TITRES NON COTES	1 123 097	8 481 056	46 977	156 479	12 205 928	10 674 751
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES		9 491 549			9 491 549	8 391 284
OBLIGATIONS	42 057	296 588	19 999	47 485	406 129	960 043
AUTRES TITRES DE CREANCE	1 044 202			35 090	1 079 292	568 808
CERTIFICATS DE SUKUK						
TITRES DE PROPRIETE			1 228 958		1 228 958	754 617
TOTAL	1 130 119	8 481 056	47 021	173 086	12 229 601	10 698 244

\* nets de provisions et hors ICNE

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
<b>TITRES DE TRANSACTION</b>	<b>8 673 198</b>	<b>8 673 198</b>	<b>8 673 198</b>			
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	7 848 494	7 848 494	7 848 494			
OBLIGATIONS	92 119	92 119	92 119			
AUTRES TITRES DE CREANCE	732 585	732 585	732 585			
CERTIFICATS DE SUKUK						
TITRES DE PROPRIETE						
<b>TITRES DE PLACEMENT*</b>	<b>3 589 204</b>	<b>3 632 332</b>	<b>2 300 985</b>	<b>43 123</b>	<b>2 602</b>	<b>30 200</b>
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	1 643 892	1 663 679	1 608 400	20 624	837	
OBLIGATIONS	345 010	347 614	345 652	736	799	30 200
AUTRES TITRES DE CREANCE	347 088	347 478	346 933	771	382	
TITRES DE PROPRIETE	1 253 214	1 273 561		20 992	583	

TITRES D'INVESTISSEMENT

BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES
OBLIGATIONS
AUTRES TITRES DE CREANCE
CERTIFICATS DE SUKUK

\* hors ICNE

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

Actif	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
<b>INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES</b>		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES		76 500
<b>DEBITEURS DIVERS</b>	<b>619 829</b>	<b>700 772</b>
Sommes dues par l'Etat	191 347	254 026
Débiteurs divers	183 908	180 850
Produit à recevoir	77 236	63 958
Charges constatées d'avance	1 993	
Autres comptes	165 344	201 939
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>619 829</b>	<b>777 273</b>

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

Passif	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
<b>INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS</b>		
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	806 757	1 549 552
<b>CREDITEURS DIVERS</b>	<b>709 532</b>	<b>187 797</b>
Sommes dues à l'Etat	150 539	98 871
Créditeurs Divers	422 618	11 154
Dettes Fournisseurs	40 227	33 454
Produits constatés d'avance		
Comptes de Régularisation	96 147	44 317
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 516 289</b>	<b>1 737 349</b>

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette
<b>Participations dans les entreprises liées</b>					
CDG CAPITAL GESTION	GESTION D'ACTIFS	1 000	100%	150 000	150 000
CDG CAPITAL BOURSE	INTERMEDIATION BOURSIERE	27 437	100%	44 510	44 510
AJARINVEST	GESTION DES OPCV	7 000	45%	404 987	404 987
<b>Autres titres de participation et emplois assimilés</b>					
MAGHREB TITRISATION	TITRISATION	10 000	13,0%	2 004	2 004
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DU FCGD	FINANCIER	1 000	NS	59	59
CHWITER JDID	IMMOBILIER	1 098 768	6,80%	70 274	36 374
<b>Titres de l'activité de portefeuille</b>					
Titres de l'activité de portefeuille	FINANCIER			11 917	11 851
<b>TOTAL PARTICIPATIONS</b>				<b>278 764</b>	<b>244 798</b>
<b>EMPLOIS ASSIMILES</b>					
<b>TOTAL GENERAL</b>				<b>278 764</b>	<b>244 798</b>

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Montant net à la fin de l'exercice	
					Montant des amortis et/ou prov début de l'ex	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortis sur immo sorties		
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>226 531</b>	<b>14 658</b>	<b>317</b>	<b>240 872</b>	<b>129 439</b>	<b>17 255</b>	<b>126</b>	<b>146 569</b>	<b>94 303</b>
- Droit au bail									
- Immobilisations en recherche et développement									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	226 203	2 315		228 518	129 439	17 255	126	146 569	81 950
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation en cours	328	12 343	317	12 354					12 354
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>68 358</b>	<b>79 416</b>	<b>4 726</b>	<b>143 049</b>	<b>59 723</b>	<b>3 623</b>	<b>4 726</b>	<b>58 620</b>	<b>84 429</b>
<b>- IMMEUBLES D'EXPLOITATION</b>	<b>22 660</b>	<b>6 071</b>	<b>339</b>	<b>28 392</b>	<b>20 149</b>	<b>1 207</b>	<b>339</b>	<b>21 017</b>	<b>7 375</b>
Terrain d'exploitation									
Agen Amen Inst Immeubles d'exploitation, Bureaux	22 660	6 071	339	28 392	20 149	1 207	339	21 017	7 375
Immeubles d'exploitation, Logements de fonction									
<b>- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION</b>	<b>45 698</b>	<b>1 678</b>	<b>4 386</b>	<b>42 990</b>	<b>39 573</b>	<b>2 416</b>	<b>4 386</b>	<b>37 603</b>	<b>5 387</b>
Mobilier de bureau d'exploitation	6 681	9		6 690	5 127	393		5 519	1 171
Matériel de bureau d'exploitation	1 104	21	64	1 061	978	52	64	967	95
Matériel informatique	35 763	1 648	4 322	33 088	31 874	1 770	4 322	29 322	3 766
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	2 151			2 151	1 595	201		1 795	356
Autres matériels d'exploitation									
<b>- AUTRES IMMOB CORPORELLES D'EXPLOITATION EN COURS</b>		<b>71 667</b>		<b>71 667</b>					<b>71 667</b>
<b>- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT</b>									
Terrains hors exploitation									
Immeubles hors exploitation									
Mobilier et matériel hors exploitation									
Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
<b>Total</b>	<b>294 890</b>	<b>94 074</b>	<b>5 043</b>	<b>383 921</b>	<b>189 162</b>	<b>20 878</b>	<b>4 851</b>	<b>205 189</b>	<b>178 732</b>

PLUS OU MOINS VALEES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
22/07/2024	Matériel informatique	4 322	4 314	9	18	18	
22/07/2024	Matériel de bureau	64	64				
22/07/2024	Aménagements et installation	339	339				
<b>TOTAL</b>		<b>4 726</b>	<b>4 717</b>	<b>9</b>	<b>18</b>	<b>18</b>	

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc				Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc				
<b>COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS</b>		<b>7 839</b>		<b>192 757</b>	<b>850</b>	<b>201 446</b>	<b>56 799</b>
<b>VALEURS DONNEES EN PENSION</b>	<b>2 060 860</b>	<b>629 435</b>		<b>3 902 395</b>		<b>6 592 690</b>	<b>5 135 053</b>
- au jour le jour		319 145		1 296 850		1 615 994	1 320 236
- à terme	2 060 860	310 290		2 605 545		4 976 695	3 814 816
<b>EMPRUNTS DE TRESORERIE</b>		<b>42 076</b>		<b>500 000</b>		<b>542 076</b>	<b>725 178</b>
- au jour le jour				500 000		500 000	700 000
- à terme		42 076				42 076	25 178
<b>EMPRUNTS FINANCIERS</b>							
<b>AUTRES DETTES</b>		<b>557</b>				<b>557</b>	<b>180</b>
<b>INTERETS COURUS A PAYER</b>	<b>1 493</b>	<b>43</b>		<b>135</b>		<b>1 671</b>	<b>2 353</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 062 353</b>	<b>679 950</b>		<b>4 595 287</b>	<b>850</b>	<b>7 338 439</b>	<b>5 919 562</b>

DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2024	Total 31/12/2023
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	30 636	373 636	708 642	163 351	<b>1 276 265</b>	<b>1 640 208</b>
COMPTES D'EPARGNE						
DEPOTS A TERME		871 685	259 598	3 500	<b>1 134 782</b>	<b>951 830</b>
AUTRES COMPTES CREDITEURS	67 224	32 408	9 815	260	<b>109 707</b>	<b>1 152 977</b>
INTERETS COURUS A PAYER		11 190	1 946	70	<b>13 206</b>	<b>12 742</b>
<b>TOTAL</b>	<b>97 860</b>	<b>1 288 918</b>	<b>980 001</b>	<b>1 67 181</b>	<b>2 533 960</b>	<b>3 757 757</b>

TITRE DE CREANCE EMIS

NATURE TITRES (1)	CARACTERISTIQUES				Mode de remboursement (2)	MONTANT	Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement (en DH)
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal			Entreprises liées	Autres apparentés	
CERTIFICATS DE DEPOTS	26/10/2022	26/10/2029	100	4,45%	INFINE	600 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	26/03/2024	25/03/2025	100	3,35%	INFINE	500 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	31/05/2024	30/05/2025	100	3,36%	INFINE	500 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	31/05/2024	30/05/2026	100	3,52%	INFINE	200 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	26/07/2024	24/02/2025	100	2,97%	INFINE	600 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	26/07/2024	22/04/2025	100	3,00%	INFINE	350 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	25/10/2024	25/04/2025	100	2,94%	INFINE	500 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	28/11/2024	27/11/2025	100	2,92%	INFINE	500 000			
<b>TOTAL</b>						<b>3 750 000</b>			

(1) Il s'agit de : Certificats de dépôt. Emprunts obligataires. Bons de sociétés de financement. Autres titres de créance.  
(2) Amortissement annuel ou infini.

DETTES SUBORDONNEES

NATURE TITRES	Date de jouissance	Date d'échéance	CARACTERISTIQUES		Mode de remboursement (2)	MONTANT	Dont	
			Valeur nominale unitaire	Taux nominal			Entreprises liées	Autres apparentés
EMPRUNT SUBORDONNE	09/03/2021	09/03/2031	100	3,14%	INFINE	500 000		
EMPRUNT SUBORDONNE	29/12/2022	Perpetuelle	100	4,84%	INFINE	100 000		
<b>TOTAL</b>						<b>600 000</b>		

PROVISIONS

PROVISIONS	31/12/2023	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2024
<b>PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR :</b>	<b>99 227</b>	<b>25 429</b>	<b>41 356</b>		<b>83 299</b>
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	6 584				6 584
Titres de placement	49 550	23 900	40 648		32 801
Titres de participation et emplois assimilés	33 145	1 529	708		33 966
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Autres actifs	9 949				9 949
<b>PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :</b>	<b>72 385</b>	<b>57 040</b>	<b>37 990</b>		<b>91 435</b>
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	71 715	43 540	37 320		77 935
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	670	10 000	670		10 000
Provisions réglementées					
Provisions pour risques sur créances sensibles		3 500			3 500
<b>TOTAL</b>	<b>171 612</b>	<b>82 469</b>	<b>79 346</b>		<b>174 734</b>

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	31/12/2024	31/12/2023
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES</b>	<b>3 105 059</b>	<b>2 975 115</b>
<b>Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>101 488</b>	<b>500 000</b>
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés	101 488	500 000
<b>Engagements de financement en faveur de la clientèle</b>	<b>716 041</b>	<b>132 048</b>
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	200 194	116 417
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés	515 847	15 631
<b>Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés</b>		
Crédits documentaires export confirmés		
Acceptations ou engagements de payer		
Garanties de crédits donnés		
Autres cautions, avais et garanties donnés		
Engagements en souffrance		
<b>Engagements de garantie d'ordre de la clientèle</b>	<b>2 287 530</b>	<b>2 343 067</b>
Garanties de crédits donnés		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
Autres cautions et garanties donnés	2 287 530	2 343 067
Engagements en souffrance		
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS</b>	<b>1 341 438</b>	<b>1 141 438</b>
<b>Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>500 000</b>	<b>500 000</b>
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
<b>Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>609 438</b>	<b>409 438</b>
Garanties de crédits	609 438	409 438
Autres garanties reçues		
<b>Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers</b>	<b>232 000</b>	<b>232 000</b>
Garanties de crédits	232 000	232 000
Autres garanties reçues		

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL (EN DIRHAM)

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %	Pourcentage des droits de vote détenus
		Exercice précédent	Exercice actuel		
<b>CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION</b>	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	9 299 994	14 349 993	100%	100%
<b>MR KHALID SAFIR</b>	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
<b>MR HAMID TAWFIKI</b>	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
<b>MME LATIFA ECHIHABI</b>	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
<b>MR NOUAMAN AL AISSAMI</b>	DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURS RABAT	1	1	0%	0%
<b>MR MOHAMED SULAIMANI</b>	PLACE MOULAY EL HASSAN TOUR EL MAMOUNIA RABAT	1	1	0%	0%
<b>MR MOHAMED EL BABSIRI</b>	PLACE MOULAY EL HASSAN TOUR EL MAMOUNIA RABAT	1	1	0%	0%
<b>MR AHMED KHALID SEGHRUCHNI</b>	PLACE MOULAY EL HASSAN TOUR EL MAMOUNIA RABAT	1	1	0%	0%
<b>MR MOHAMED AMINE FILALI</b>	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
<b>Total</b>		<b>9 300 000</b>	<b>14 350 000</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	31/12/2023	Affectation du résultat	Autres variations	31/12/2024
<b>Réserves et primes liées au capital</b>	<b>170 881</b>	<b>1 636</b>		<b>172 517</b>
Réserve légale	68 881	1 636		70 517
Autres réserves	102 000			102 000
<b>Capital</b>	<b>930 000</b>		<b>505 000</b>	<b>1 435 000</b>
Capital appelé	930 000		505 000	1 435 000
<b>Report à nouveau (+/-)</b>	<b>29 770</b>	<b>(1 468)</b>		<b>28 303</b>
<b>Résultat net de l'exercice (+/-)</b>	<b>32 718</b>	<b>(32 718)</b>		<b>77 256</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 163 370</b>	<b>(32 550)</b>	<b>505 000</b>	<b>1 713 076</b>

ENGAGEMENTS SUR TITRES

	31/12/2024	31/12/2023
<b>Engagements donnés</b>	<b>3 131 417</b>	<b>7 623 148</b>
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	3 131 417	7 623 148
<b>Engagements reçus</b>	<b>1 627 645</b>	<b>5 720 905</b>
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	1 627 645	5 720 905

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	31/12/2024	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2023
<b>Opérations de change à terme</b>			<b>165 670</b>	<b>125 874</b>
Devises à recevoir			979 112	1 031 347
Dirhams à livrer			(779 821)	(598 891)
Devises à livrer			(1 819 854)	(2 203 608)
Dirhams à recevoir			1 786 234	1 897 026
<b>Engagements sur produits dérivés</b>			<b>105 190</b>	<b>109 440</b>
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt			105 190	109 440
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres	445 000		
Hypothèques	396 770		
Autres valeurs et sûretés réelles	19 361 618		
<b>Total</b>	<b>20 203 388</b>		

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du Passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	6 906 034		
Autres titres	488 165		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
<b>Total</b>	<b>7 394 200</b>		

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

	D< 1 mois	1 mois<D< 3 mois	3 mois<D< 1 an	1 an<D< 5 ans	D> 5 ans	TOTAL
<b>ACTIF</b>						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	64 794			425 000	766 667	<b>1 256 461</b>
Créances sur la clientèle	289 734	4	58	185 544	1 337 684	<b>1 813 023</b>
Titres de créance	35 091	214 579	814 085	5 815 931	4 097 284	<b>10 976 971</b>
Créances subordonnées						
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isithmar placés						
Crédit-bail et assimilé						
Ijara						
<b>TOTAL</b>	<b>389 619</b>	<b>214 583</b>	<b>814 143</b>	<b>6 426 475</b>	<b>6 201 635</b>	<b>14 046 455</b>
<b>PASSIF</b>						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	7 336 768					<b>7 336 768</b>
Dettes envers la clientèle	2 198 657	62 500	259 598			<b>2 520 755</b>
Titres de créance émis		1 100 000	1 850 000	200 000	600 000	<b>3 750 000</b>
Emprunts subordonnés					600 000	<b>600 000</b>
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isithmar reçus						
<b>TOTAL</b>	<b>9 535 425</b>	<b>1 162 500</b>	<b>2 109 598</b>	<b>200 000</b>	<b>1 200 000</b>	<b>14 207 524</b>

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE\*

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
17	4 488 369

\*Expositions dépassant individuellement 10% des fonds propres prudentiels ou ceux relatifs aux clients constituant un groupe dont l'encours dépasse 10% des FPP

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DU HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE

BILAN	31/12/2024
<b>ACTIF</b>	<b>845 012</b>
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	49 441
Créances sur la clientèle	
Titres de transaction et de placement et investissement	795 571
Autres actifs	
Titres de participation et emplois assimilés	
Créances subordonnées	
Immobilisations données en crédit-bail et location	
Immobilisations incorporelles et corporelles	
<b>PASSIF</b>	<b>43 950</b>
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	42 926
Dépôts de la clientèle	1 024
Titres de créance émis	
Autres passifs	
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Dettes subordonnées	
<b>HORS BILAN</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Engagements donnés</b>	<b>1 819 841</b>
<b>Engagements reçus</b>	<b>979 082</b>

RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

NATURE	EXERCICE 2024	EXERCICE 2023	EXERCICE 2022
<b>CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS</b>	<b>1 635 820</b>	<b>1 130 652</b>	<b>1 099 384</b>
<b>OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE</b>			
1- Produit net bancaire	374 478	270 140	264 635
2- Résultat Avant impôts	113 445	39 339	35 950
3- Impôts sur les résultats	36 189	6 621	4 683
4- Bénéfices distribués	32 550		85 560
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	29 939	31 334	4 497
<b>RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)</b>			
Résultat net par action	5	4	3
Bénéfice distribué par action	4		9
<b>PERSONNEL</b>			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	82 530	81 016	73 345

MARGE D'INTERET

	31/12/2024	31/12/2023
<b>INTERETS PERCUS</b>	<b>221 541</b>	<b>213 358</b>
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les EC	40 345	22 074
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	90 221	96 158
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	90 975	95 125
<b>INTERETS SERVIS</b>	<b>344 113</b>	<b>285 805</b>
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les EC	79 376	83 187
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	143 700	88 815
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	121 037	113 803

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

CATEGORIE DES TITRES	31/12/2024	31/12/2023
Titres de placement	550	452
Titres de participation		
Participations dans les entreprises liées	34 670	41 000
Titres de l'activité de portefeuille		
Emplois assimilés		
<b>TOTAL</b>	<b>35 220</b>	<b>41 452</b>

COMMISSIONS

	31/12/2024	31/12/2023
<b>COMMISSIONS PERCUES</b>	<b>203 173</b>	<b>179 339</b>
Commissions sur Fonctionnement de compte	84	93
Commissions sur Actifs en gestion ou en dépôt	102 927	86 432
Produits sur Activités de conseil et d'assistance	28 808	32 451
Autres commissions sur prestations de services	71 355	60 363
<b>COMMISSIONS SERVIES</b>	<b>9 255</b>	<b>9 777</b>
Charges sur moyens de paiement	2 262	2 905
Commissions sur achats et ventes	321	278
Commissions sur droits de garde	5 989	5 588
Autres charges sur prestations	683	1 006

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

PRODUITS ET CHARGES	31/12/2024	31/12/2023
<b>PRODUITS</b>	<b>758 738</b>	<b>535 510</b>
Gains sur les titres de transaction	390 925	202 458
Plus value de cession sur titres de placement	60 521	38 420
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	40 648	41 808
Gains sur les produits dérivés	27 076	37 853
Gains sur les opérations de change	239 568	214 971
<b>CHARGES</b>	<b>481 402</b>	<b>400 472</b>
Pertes sur les titres de transaction	119 371	73 925
Moins value de cession sur titres de placement	2 800	2 832
Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement	23 900	30 109
Pertes sur les produits dérivés	129 336	25 422
Pertes sur opérations de change	205 995	268 185
<b>RESULTAT</b>	<b>277 336</b>	<b>135 038</b>

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

CHARGES	31/12/2024	31/12/2023
<b>Charges de personnel</b>	<b>130 875</b>	<b>114 889</b>
Rémunérations du personnel	82 530	81 016
Charges sociales	12 746	12 744
Autres charges	35 599	21 129
<b>Impôts et taxes</b>	<b>2 768</b>	<b>2 526</b>
<b>Charges externes</b>	<b>73 620</b>	<b>63 470</b>
<b>Autres charges générales d'exploitation</b>	<b>13 076</b>	<b>14 829</b>
<b>Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>20 878</b>	<b>22 872</b>
<b>TOTAL</b>	<b>241 217</b>	<b>218 584</b>

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

	31/12/2024	31/12/2023
<b>AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES</b>	<b>258 657</b>	<b>121 796</b>
Autres produits bancaires	754 511	535 513
Autres charges bancaires	495 854	413 717
<b>PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES</b>	<b>507</b>	<b>134</b>
Produits d'exploitation non bancaires	5 769	1 568
Charges d'exploitation non bancaires	5 262	1 434
<b>DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES</b>	<b>58 569</b>	<b>23 705</b>
<b>REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES</b>	<b>42 945</b>	<b>11 969</b>
<b>PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS</b>	<b>(4 700)</b>	<b>(614)</b>
Produits non courants		
Charges non courantes	4 700	614

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE DU 01 JANVIER 2024 AU 31 DECEMBRE 2024

1- VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité banque d'affaires	374 478	132 947	113 445
- Autres activités			
<b>TOTAL</b>	<b>374 478</b>	<b>132 947</b>	<b>113 445</b>

2- VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Maroc	374 478	132 947	113 445
- Autres zones			
<b>TOTAL</b>	<b>374 478</b>	<b>132 947</b>	<b>113 445</b>

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

INTITULES	MONTANTS(+)	MONTANTS(-)
<b>I - RESULTAT NET COMPTABLE</b>	<b>77 256</b>	
<b>Bénéfice net</b>	<b>77 256</b>	
Perte nette		
<b>II - REINTEGRATIONS FISCALES</b>	<b>89 282</b>	
<b>1- Courantes</b>	<b>48 393</b>	
- Charges sur exercices antérieurs	63	
- Pénalités		
- Charges à réintégrer dot aux provisions	47 040	
- Charges non déductible	910	
- Excédent d'amortissements voitures	71	
- Diverses autres charges générale d'exploit	309	
<b>2- Non courantes</b>	<b>40 889</b>	
- Impôts sur les sociétés	36 189	
- Contribution à la solidarité	4 700	
<b>III - DEDUCTIONS FISCALES</b>		<b>72 540</b>
<b>1- Courantes</b>		<b>72 540</b>
- Produits des titres de participations et placement	35 220	
- Reprise de provisions	37 320	
<b>2- Non courantes</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>166 538</b>	<b>72 540</b>
<b>IV - RESULTAT BRUT FISCAL</b>		
<b>Bénéfice brut</b> si T1 > T2 (A)	<b>93 998</b>	
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
<b>V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES</b> (C) (1)		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		
<b>VI - RESULTAT NET FISCAL</b>		
<b>Bénéfice net fiscal</b> (A - C)	<b>93 998</b>	
OU		
Déficit net fiscal (B)		
<b>VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES</b>		
<b>VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER</b>		
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)  
Exercice n-1

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

I DETERMINATION DU RESULTAT	31/12/2024
Résultat courant d'après le compte de produits et charges (+ ou -)	118 145
Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	48 393
Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	72 540
Résultat courant théoriquement imposable (=)	93 998
Impôt théorique sur résultat courant (-)	40 889
Résultat courant après impôts (=)	77 256

II INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES



DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE\* AU 31/12/2024

NATURE	Solde au début de l'exercice (1)	Opération comptables de l'exercice (2)	Déclarations de TVA de l'exercice (3)	Solde Fin d'exercice (4=1+2-3)
<b>A- TVA collectée</b>	<b>17 351 692</b>	<b>211 929 434</b>	<b>211 125 013</b>	<b>18 156 113</b>
<b>B- TVA à récupérer</b>	<b>1 865 689</b>	<b>40 612 734</b>	<b>30 333 459</b>	<b>12 144 964</b>
Sur charges	1 378 471	29 411 631	19 659 597	11 130 505
Sur immobilisations	487 218	11 201 102	10 673 862	1 014 458
<b>C- TVA due ou crédit de TVA (A-B)</b>	<b>15 486 003</b>	<b>171 316 700</b>	<b>180 791 553</b>	<b>6 011 149</b>

\*En dirhams

PASSIFS EVENTUELS

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2021 à 2024 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales de CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives aux dits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

	Montants	B- Affectation des résultats	Montants
A- Origine des résultats affectés			
Décision de l'AGO du 24/06/2024			
Report à nouveau	29 770	RESERVES LEGALES	1 636
Résultats nets en instance d'affectation		RESERVES FACULTATIVES	
Résultat net de l'exercice	32 718	Dividendes	32 550
Prélèvements sur les bénéfices		RAN	28 303
Autres prélèvements			
Reserves facultatives			
<b>TOTAL A</b>	<b>62 489</b>	<b>TOTAL B</b>	<b>62 489</b>

EFFECTIFS

EFFECTIFS	31/12/2024	31/12/2023
Effectifs rémunérés	179	159
Effectifs utilisés	179	159
Effectifs équivalent plein temps	179	159
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	179	159
Cadres (équivalent plein temps)	174	153
Employés (équivalent plein temps)	5	6
dont effectifs employés à l'étranger		

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I. DATATION

. Date de clôture (1)	31-déc.-2024
. Date d'établissement des états de synthèse (2)	28-mars-2025

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice.

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	Favorables
	Défavorables



TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

TITRES	Nombre de comptes 31/12/2024	Montants en milliers de DH 31/12/2024
<b>Titres dont l'établissement est dépositaire</b>	<b>325</b>	<b>123 829 032</b>
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	3	2 701 735
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	66	58 308 465
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion		
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	256	62 818 832
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion		

RESEAU

RESEAU	31/12/2024	31/12/2023
Guichets permanents	1	1
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		

COMPTES DE LA CLIENTELE

COMPTES DE LA CLIENTELE	31/12/2024	31/12/2023
Comptes courants	460	460
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger		
Autres comptes chèques	1 993	1 990
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne		
Comptes à terme	13	11
Bons de Caisse		
Autres comptes de dépôts	13	11
<b>TOTAL</b>	<b>2 479</b>	<b>2 472</b>

LISTE DES ETATS "NEANT" :

- A3 ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES
- B7 CREANCES SUBORDONNEES
- B8 IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
- B15 SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE
- C5 RÉMUNÉRATIONS ET ENGAGEMENTS EN FAVEUR DES DIRIGEANTS



Bd Sidi Mohammed Benabdellah  
Bâtiment C - Tour Ivoire 3 - 3ème étage  
La Marina - Casablanca



83, Avenue Hassan II  
Casablanca

CDG CAPITAL

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION

PROVISOIRE DES COMPTES SOCIAUX  
EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de CDG CAPITAL comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2024. Cette situation provisoire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 2 325 878 KMAD, dont un bénéfice net de 77 256 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de CDG CAPITAL arrêtés au 31 décembre 2024, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 28 mars 2025

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit



Sakina Bensouda-Korachi  
Associée

Coopers Audit Maroc S.A



Abdellah Laghchaoui  
Associé

Lien vers publications financières :

<https://www.cdgcapital.ma/fr/communication-financiere>

# CDG CAPITAL

Tour Mamounia,  
Place Moulay El Hassan,  
Rabat - Maroc

Tél. : 05 37 66 52 52

Fax : 05 37 66 52 00

E-mail : [comfin@cdgcapital.ma](mailto:comfin@cdgcapital.ma)

[www.cdgcapital.ma](http://www.cdgcapital.ma)